



# RAPPORT D'IMPACT 2022





# TABLE DES MATIÈRES

<b>MOT DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE</b> Dr Faith Mwangi-Powell	<b>3</b>	<b>OBJECTIF 1 : ENCOURAGER L'ESSOR DU MOUVEMENT</b>	<b>10</b>	<b>OBJECTIF 3 : APPRENDRE</b>	<b>25</b>
<b>MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b> Dr Anne T Gallagher AO	<b>4</b>	<b>L'IMPACT DANS LA PRATIQUE :</b> l'action collective et le plaidoyer commun à l'égard du mariage des enfants et de l'éducation en Afrique de l'Ouest francophone	<b>15</b>	<b>L'IMPACT DANS LA PRATIQUE :</b> coordination de la recherche et promotion de solutions fondées sur des données probantes	<b>28</b>
<b>DÉFINITIONS</b>	<b>5</b>	<b>OBJECTIF 2 : INFLUENCER</b>	<b>18</b>	<b>OBJECTIF 4 : UN SECRÉTARIAT AU SERVICE DU PARTENARIAT MONDIAL</b>	<b>31</b>
<b>LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LA FIN DU MARIAGE DES ENFANTS :</b> <i>Girls Not Brides</i> members by region	<b>6</b>	<b>L'IMPACT DANS LA PRATIQUE :</b> au moyen de données probantes, nos membres ont plaidé pour l'inclusion du travail domestique et du mariage des enfants au rang des priorités régionales en Amérique latine et dans les Caraïbes	<b>22</b>	<b>RÉFLEXIONS, D'HIER À DEMAIN</b>	<b>33</b>
<b>APERÇU DE NOTRE IMPACT EN 2022</b>	<b>7</b>			<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>36</b>
<b>PRÉSENTATION DES OBJECTIFS DU SECRÉTARIAT</b>	<b>8</b>				

# MOT DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE



En 2022, alors que *Filles, Pas Epouses : Le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants* entamait sa onzième année d'activité, l'échéance pour la réalisation des Objectifs de développement durable a commencé à se profiler à l'horizon. Seules huit années nous séparent de 2030 et aucun pays n'est en voie de réaliser ces Objectifs, notamment la cible 5.3 visant à « éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine ».

Au cours de la dernière décennie, la prévalence du mariage des enfants a diminué de 15 %, mais les progrès restent inégaux et trop lents<sup>a</sup>. À un moment où, partout dans le monde, les États, les communautés et les individus font face aux défis interdépendants de la crise climatique, des conflits, de la COVID-19 et de la hausse du coût de la vie, notre travail à l'égard du mariage des enfants est plus urgent que jamais.

C'est dans ce contexte que nous avons commencé à mettre en œuvre l'ambitieuse stratégie du secrétariat 2022-2025. Notre démarche vise à provoquer les changements systémiques à long terme nécessaires pour éliminer les causes profondes du mariage des enfants et des inégalités de genre afin que les filles et les femmes, dans toute leur diversité, puissent exercer leurs droits et s'épanouir. La réalisation de changements de cette ampleur nécessite un mouvement de diverses parties prenantes partageant une vision commune et œuvrant de concert, dans tous les secteurs et à tous les niveaux, à la transformation des normes de genre.

Notre rôle de secrétariat est triple. Premièrement, nous sommes l'organisme central de soutien et de coordination du plus grand partenariat mondial de la société civile consacré à la fin du mariage des enfants. Deuxièmement, nous représentons la société civile qui œuvre pour la fin du mariage des enfants et plaidons en son nom, favorisons l'inclusion des filles et des adolescentes dans les processus décisionnels et mobilisons et influençons les gouvernements, les bailleurs de fonds et les parties prenantes à différents niveaux en faveur de l'adoption d'approches promouvant l'égalité des genres. Enfin, parce que nous croyons fermement que notre travail collectif ne sera efficace et durable que s'il est fondé sur des données probantes et sur l'expérience vécue par les filles et les adolescentes, nous sommes une source d'expertise digne de confiance en ce qui concerne les données factuelles et le partage de connaissances sur le mariage des enfants.

L'année 2022 fut chargée pour le partenariat mondial et ponctuée de nombreux faits marquants. En Afrique de l'Ouest francophone, nous avons collaboré avec des partenariats nationaux et des coalitions de la société civile du Burkina Faso et du Niger à l'appui de la collaboration intersectorielle, du partage de connaissances et du travail collectif à l'égard du mariage des enfants et de l'éducation des filles. Nous avons aidé de jeunes chercheur·se·s à effectuer des enquêtes individuelles, ce qui leur a permis de contribuer de manière essentielle à la production de données factuelles et de connaissances sur le mariage des enfants.

En Inde, en collaboration avec la coalition de l'État de l'Uttar Pradesh, nous avons formé des

filles à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets d'action sociale visant à sensibiliser la population, à encourager des comportements communautaires positifs et à mobiliser un soutien envers les services et l'éducation des filles. Par l'entremise de ce projet, 2 100 adolescentes ont organisé et mené des actions collectives, intensifié leur travail de plaidoyer et mobilisé des membres de leurs communautés pour transformer les pratiques et les normes de genre qui encouragent le mariage des enfants et limitent les possibilités des filles.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, une région où la prévalence du mariage des enfants stagne depuis plus de 25 ans<sup>b</sup>, nous avons effectué une recherche sur les liens entre le travail domestique et le mariage des enfants avec des adolescentes et des organisations membres. Nous avons aidé ces jeunes à rédiger nos constatations et recommandations collectives et à les présenter dans des espaces de plaidoyer régionaux, ce qui a mené à leur inclusion dans l'[Accord de Buenos Aires](#).

À l'échelle mondiale, nous avons fourni une contribution technique et avons collectivement encouragé la communauté internationale à appuyer une nouvelle [résolution](#) de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur les mariages d'enfants, précoces et forcés, laquelle a été coparrainée par 125 États et adoptée par large consensus. Parmi les gains liés à la résolution, notons une plus grande importance accordée aux facteurs intersectoriels qui exposent les filles à des risques et un libellé plus progressiste en ce qui concerne leurs droits sexuels et reproductifs, leur éducation et leur autonomie.

Nous avons également renforcé notre travail de mobilisation et de collaboration avec des chercheur·se·s, professionnel·le·s, bailleurs de fonds et responsables politiques par l'entremise du Réseau recherche-action sur le mariage des enfants (le CRANK, de l'anglais *Child Marriage Research to Action Network*), qui a tenu son premier [rassemblement mondial](#) en ligne. Cette réunion a rassemblé des participant·e·s de partout dans le monde pour examiner les plus récentes données probantes (notamment celles d'organisations membres à la pointe de l'innovation dans les pays du Sud), a contribué à diversifier la base de connaissances mondiale et a renforcé la coordination et l'action pour la fin du mariage des enfants.

Nous avons également continué de répondre à l'évolution des besoins du Partenariat, et en particulier à ceux des regroupements nationaux et sous-nationaux d'organisations de la société civile. Nous avons rationalisé nos procédures d'octroi d'aide financière aux coalitions et partenariats nationaux de *Filles, Pas Epouses* et avons renforcé l'assistance technique qui leur est offerte pour provoquer des changements dans leur pays et leurs communautés.

Je suis impatiente de poursuivre cette entreprise avec nos ami·e·s et partenaires de partout en 2023. Grâce à nos efforts collectifs d'ampleur mondiale, je suis certaine que nous nous rapprocherons de la réalisation de notre vision : la fin du mariage des enfants au cours de notre génération !

**Faith Mwangi-Powell**  
Directrice exécutive, *Filles, Pas Epouses*

<sup>a</sup>UNICEF, *Vers l'élimination du mariage des enfants : Tendances mondiales et profils de progrès*, 2021.

<sup>b</sup>Ibid.

# MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



En tant que présidente du conseil d'administration de *Filles, Pas Epouses*, je suis ravie de signer l'introduction du présent rapport d'impact, notre rapport annuel exhaustif qui donne vie à l'important travail de *Filles, Pas Epouses* et aux changements dans le monde découlant directement du mouvement mondial pour la fin du mariage des enfants.

Après une année complète à ce poste, je demeure fascinée par la façon dont *Filles, Pas Epouses* parvient à comprendre et à aborder une question aussi complexe et multidimensionnelle que le mariage des enfants. Au centre de cette façon de faire, on trouve les personnes les plus touchées, ainsi que ceux et celles qui les appuient. Le Partenariat, qui comprend plus de 1 600 membres dans plus de 100 pays, accorde une importance fondamentale à la collaboration en tant que principal outil pour soutenir les individus, mobiliser les communautés et plaider collectivement en faveur de réformes juridiques, d'engagements politiques et financiers et d'appuis concrets qui feront une réelle différence. Cette ligne de conduite a permis de créer un mouvement mondial pour la fin du mariage des enfants efficace et dynamique et elle soutiendra ce mouvement aussi longtemps qu'il le faudra.

Nos partenaires sont l'essence même de *Filles, Pas Epouses* et, comme le confirme le présent rapport, notre travail consiste principalement à tirer le meilleur parti de la force collective des organisations membres, des partenariats nationaux et sous-nationaux et des coalitions pour accélérer les progrès vers un monde sans mariages d'enfants. Grâce à notre nouvelle stratégie, nous nous

rapprochons davantage des organisations membres de *Filles, Pas Epouses* : nous les écoutons attentivement et cherchons à fournir le type de soutien dont elles ont besoin pour réaliser des changements concrets et durables.

Parallèlement, *Filles, Pas Epouses* poursuit son travail de plaidoyer et d'apprentissage : nous saisissons toutes les occasions d'apprendre avec le mouvement mondial, de l'informer et de le galvaniser en vue de développer une vision commune d'un monde sans mariages d'enfants et de provoquer les changements qui s'imposent. Notre démarche de plaidoyer s'appuie fermement sur les données factuelles et les éclairages des filles et des femmes les plus touchées par le problème, y compris les plus marginalisées. Ce travail représente un élément fondamental de la mission de *Filles, Pas Epouses* : il aide à faire comprendre pourquoi il est si important de mettre fin au mariage des enfants et de soutenir les filles mariées, pourquoi cela est si essentiel à la santé et au bien-être de millions de filles et de leurs communautés. Dans un monde où la concurrence est rude pour attirer l'attention et les ressources, un plaidoyer fort fondé sur des données probantes nous permet de maintenir la question du mariage des enfants là où elle se doit : au premier rang des préoccupations internationales, régionales et nationales.

Le présent rapport fait état d'un solide bilan en matière d'impact. Cependant, les défis sont énormes et il reste encore beaucoup à faire. Notre environnement opérationnel plus global continue d'être instable et en constante mutation, ce qui demande une plus grande

souplesse et réactivité. Les efforts déployés par *Filles, Pas Epouses* pour se rapprocher des organisations membres ont porté leurs fruits et doivent être accélérés. Notre travail visant à unifier le mouvement et à instaurer une culture d'écoute et d'apprentissage doit se poursuivre à mesure que le mouvement mondial pour la fin du mariage des enfants attire de nouvelles alliées et de nouveaux alliés.

En guise de conclusion, j'aimerais exprimer ma gratitude à Faith Mwangi-Powell, la directrice exécutive de *Filles, Pas Epouses*, et à sa vaillante équipe, ainsi qu'à mes collègues du conseil d'administration, pour leur appui et leurs conseils. Apprendre à mieux connaître un problème aussi complexe et multidimensionnel que le mariage des enfants est un processus continu pour chacun et chacune d'entre nous. Nous pouvons et devons apprendre les uns des autres et, bien sûr, avec et pour les filles que nous cherchons à soutenir et à défendre, afin qu'elles puissent exercer leurs droits et réaliser leur plein potentiel.

**Anne T. Gallagher,**  
Présidente du conseil d'administration

# DÉFINITIONS

## MARIAGE DES ENFANTS

Le terme « mariage des enfants » englobe ici toutes les formes de mariages et d'unions d'enfants, précoces et forcés dont au moins une des parties n'a pas 18 ans. De cette façon, nous incluons toutes les filles et adolescentes touchées par la pratique, que leur union soit officielle ou non, et reconnaissons les différentes interprétations culturelles des concepts d'enfance et de développement, ainsi que la relation complexe entre l'âge, le consentement et l'imposition.

## PARTENARIAT MONDIAL FILLES, PAS EPOUSES (LE PARTENARIAT)

À la fin de 2022, le partenariat *Filles, Pas Epouses* comportait 1 604 organisations membres de 110 pays déterminées à collaborer pour mettre fin au mariage des enfants et soutenir les filles déjà mariées. Des petits organismes locaux aux grandes associations internationales, les organisations membres de *Filles, Pas Epouses* sont variées et œuvrent dans de nombreux domaines comme la santé, l'éducation, les droits humains et l'humanitaire.

## MOUVEMENT POUR LA FIN DU MARIAGE DES ENFANTS

Le réseau mondial informel d'organisations de la société civile, d'organisations non gouvernementales locales, nationales et internationales, d'activistes, d'universitaires, d'agences de l'Organisation des Nations Unies (ONU), de bailleurs de fonds, de gouvernements, de leaders et d'ambassadeurs et ambassadrices qui œuvrent à l'avènement d'un monde sans mariages d'enfants où les filles peuvent exercer leurs droits et réaliser leur plein potentiel.

## SECRÉTARIAT DE FILLES, PAS EPOUSES

Le Partenariat mondial est appuyé par le secrétariat de *Filles, Pas Epouses*, une équipe diversifiée en poste en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique latine. Le secrétariat joue trois grands rôles au sein de la société civile : c'est l'organisme central de soutien et de coordination du plus grand partenariat mondial de la société civile consacré à la fin du mariage des enfants ; il représente la société civile relativement au travail pour la fin du mariage des enfants et plaide en son nom, notamment pour influencer les décideur-se-s et les bailleurs de fonds à différents niveaux ; et il constitue une source d'expertise digne de confiance pour l'acquisition et le partage de connaissances et de données probantes sur les moyens efficaces d'agir à l'égard du mariage des enfants.

## PARTENARIATS NATIONAUX ET SOUS-NATIONAUX ET COALITIONS

De nombreuses organisations membres de *Filles, Pas Epouses* se sont regroupées en [Partenariats nationaux et sous-nationaux et en coalitions](#) en vue d'accélérer les progrès vers la fin du mariage des enfants sur leur territoire.

Les **Partenariats nationaux et sous-nationaux** sont des réseaux d'organisations membres de *Filles, Pas Epouses* qui croient en la force de l'action collective pour mettre fin au mariage des enfants et faire en sorte que les filles puissent réaliser leur plein potentiel. Ces partenariats ont signé un protocole d'accord avec le secrétariat de *Filles, Pas Epouses* pour rendre leurs activités conformes à la [Stratégie du Partenariat](#).

Les **coalitions** sont des réseaux d'organisations de la société civile résolues à remédier au mariage des enfants. Elles sont de proches alliées de *Filles, Pas Epouses* et collaborent au niveau national pour impulser des changements, mais n'ont pas signé de protocole d'accord.

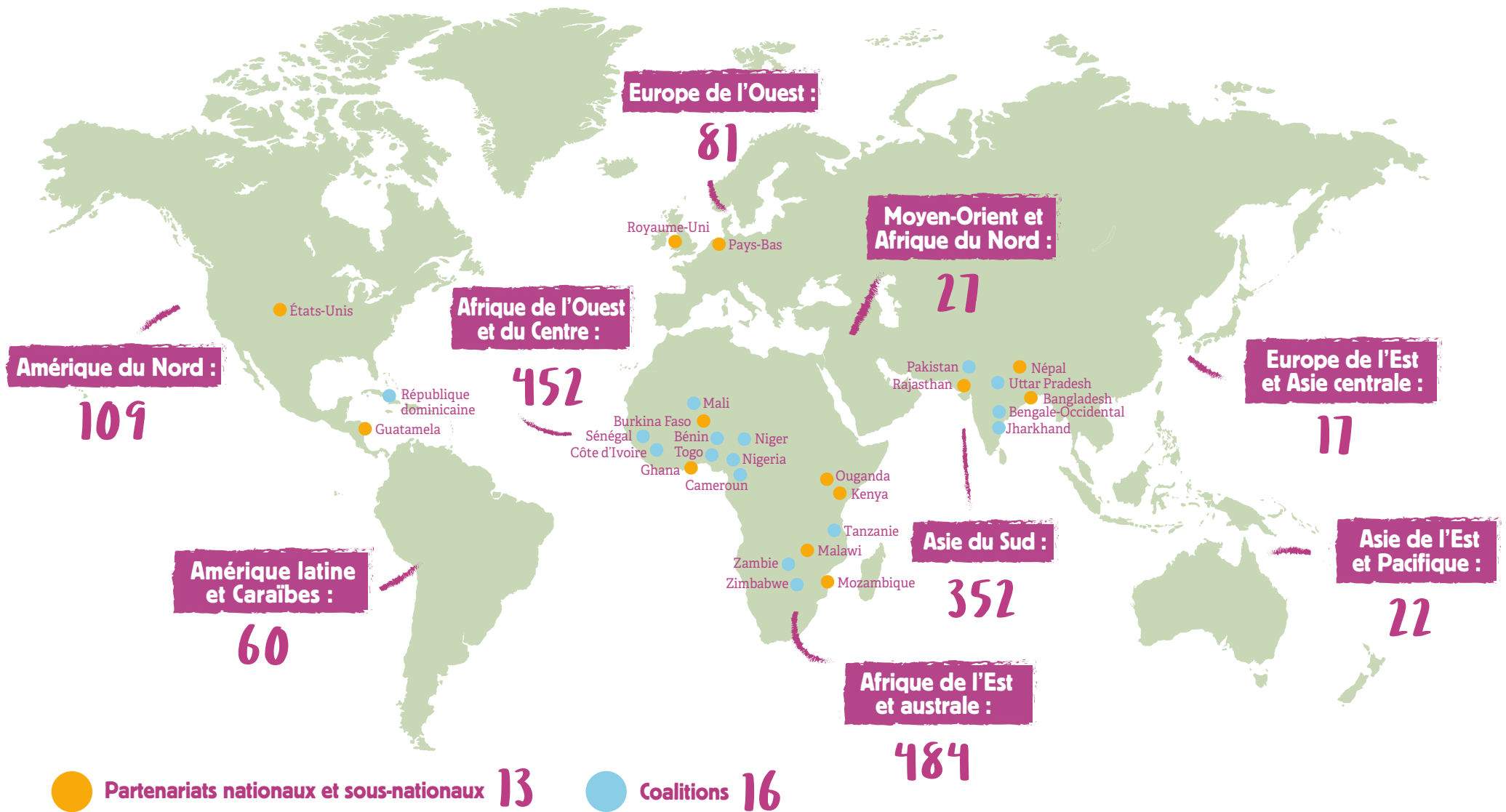
# LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LA FIN DU MARIAGE DES ENFANTS : MEMBRES DE FILLES, PAS EPOUSES PAR RÉGION

Total d'organisations membres :

1,604

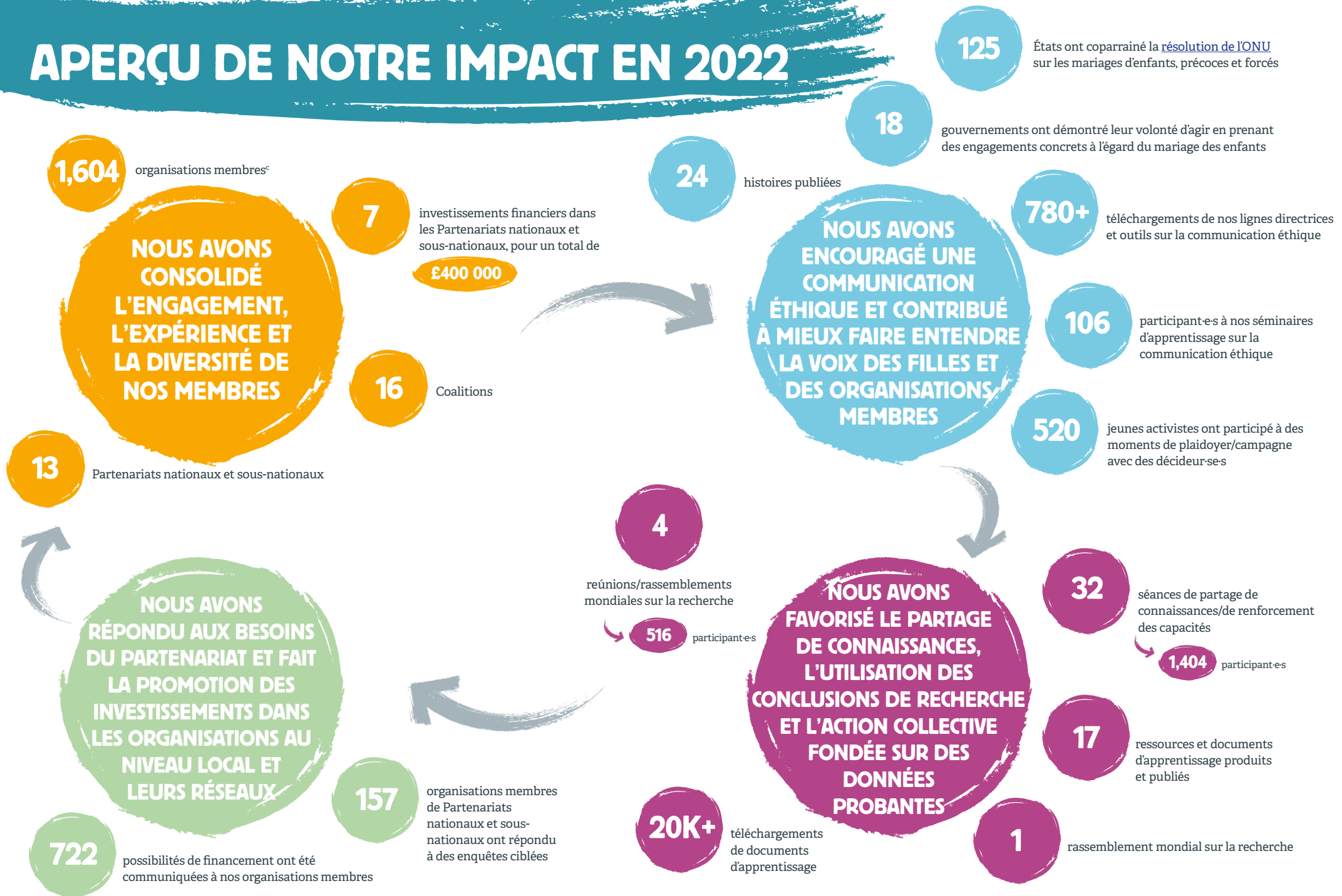
Total de pays :

110





# APERÇU DE NOTRE IMPACT EN 2022



# PRÉSENTATION DES OBJECTIFS DU SECRÉTARIAT

EN 2022, NOUS AVONS COMMENCÉ À METTRE EN ŒUVRE LA NOUVELLE STRATÉGIE DU SECRÉTARIAT 2022-2025 VISANT À ACCÉLÉRER LES CHANGEMENTS POUR LA FIN DU MARIAGE DES ENFANTS. NOTRE TRAVAIL S'EST ARTICULÉ AUTOUR DE QUATRE OBJECTIFS :

**1 ENCOURAGER L'ESSOR DU MOUVEMENT.** Mettre à profit le pouvoir collectif des organisations membres, des Partenariats nationaux et sous-nationaux et des coalitions qui composent le Partenariat mondial afin d'accélérer l'action pour la fin du mariage des enfants.

**2 INFLUENCER.** Galvaniser plus globalement le mouvement pour la fin du mariage des enfants dans le but d'orchestrer des changements nationaux, régionaux et mondiaux

**3 FAVORISER L'APPRENTISSAGE.** Mettre à profit les connaissances, les enseignements tirés et les données de l'ensemble du mouvement en vue de remédier au mariage des enfants

**4 ÊTRE AU SERVICE DU PARTENARIAT MONDIAL.** Continuer de croître en tant qu'organisation viable et fondée sur des valeurs au service du Partenariat mondial.





REJOINDRE LE  
MOUVEMENT!



# OBJECTIF 1 : ENCOURAGER L'ESSOR DU MOUVEMENT

*Filles, Pas Epouses* est le plus grand partenariat œuvrant collectivement pour la fin du mariage des enfants dans le monde. En 2022, nous avons consolidé notre expérience, notre diversité et notre engagement collectifs.

Nous avons délibérément concentré nos efforts sur l'expansion du mouvement en Amérique latine et dans les Caraïbes (une région où les progrès à l'égard du mariage des enfants ont été les plus lents), augmenté la participation des jeunes et des femmes et encouragé leur leadership. En collaboration avec les organisations membres, nous avons favorisé le partage de connaissances, le renforcement des capacités, la mise en relation de diverses parties prenantes et l'action collective à tous les niveaux pour veiller à ce que les gouvernements respectent leurs engagements.

## UNE NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE POUR NOTRE TRAVAIL COLLECTIF

Le travail collectif des organisations membres de *Filles, Pas Epouses* est le fer de lance du mouvement pour la fin du mariage des enfants dans le monde. Au cours de la dernière décennie, la prévalence du mariage des enfants a diminué et des millions de filles ont bénéficié d'une liberté accrue, de meilleures perspectives d'avenir et d'une plus grande capacité à prendre des décisions et à diriger leur propre vie. Notons toutefois que si la prévalence a considérablement diminué dans certaines régions, les progrès ont été beaucoup plus lents dans d'autres<sup>d</sup>.

Au cours des cinq dernières années, la pandémie de COVID-19, les conflits, la crise climatique et la hausse du coût de la vie ont gravement touché de nombreuses personnes et communautés de partout dans le monde. C'est dans ce contexte que nous avons lancé notre plus récente [Stratégie du Partenariat 2022-2025](#) en février 2022. Cette Stratégie est l'aboutissement d'une vaste consultation auprès des organisations membres de *Filles, Pas Epouses* et de parties prenantes externes qui a permis de recueillir les observations de plus de 300 personnes. Cette feuille de route pour notre travail collectif à l'horizon de 2025 met à profit les progrès, les leçons et les changements dont nous avons collectivement fait l'expérience ces cinq dernières années.

## L'ANNÉE EN CHIFFRES



<sup>c</sup>Le nombre et le pourcentage d'organisations membres dans chaque catégorie repose sur les réponses des organisations dans leur demande d'adhésion. Certaines organisations ont indiqué appartenir à plus d'une catégorie.

<sup>d</sup>UNICEF, *Vers l'élimination du mariage des enfants : Tendances mondiales et profils de progrès*, 2021.

## OBJECTIFS DE LA STRATÉGIE DE PARTENARIAT

La Stratégie du Partenariat s'articule autour de six objectifs communs nous permettant de cibler notre travail et de maximiser notre impact :

- A. Les communautés sont le principal vecteur de changement, et les filles et les femmes y occupent une place centrale.
- B. Les gouvernements amorcent des changements transformateurs et encouragent la participation de la société civile.
- C. La communauté internationale promeut et soutient les efforts visant à mettre fin au mariage des enfants.
- D. Le financement est plus viable et à long terme, en particulier pour les communautés.
- E. Le travail à l'égard du mariage des enfants s'appuie sur des données avérées.
- F. L'engagement collectif se concrétise au moyen d'un Partenariat mondial diversifié.

Ces objectifs – et les thèmes structurants que sont les approches promouvant l'égalité des genres, la participation véritable des jeunes et le caractère multisectoriel du mariage des enfants – ont guidé l'élaboration de notre nouvelle stratégie du secrétariat, également lancée au début de 2022.

Alors que nous mettons en œuvre ces stratégies, nous veillons également à toujours être à l'écoute, apprendre et nous adapter aux besoins du Partenariat, ainsi qu'à l'évolution des savoirs. En vue de maximiser notre impact, nous offrons également une plateforme qui présente les expériences du Partenariat et encourage diverses parties prenantes à partager leurs connaissances et à utiliser les conclusions de recherche pour éclairer leurs actions. Pour en savoir plus à ce sujet, voir la section « Objectif stratégique 3 » à la p. 25.

## APPROCHES PROMOUVANT L'ÉGALITÉ DES GENRES

Le mariage des enfants a pour cause profonde les inégalités de genre. En raison de ces inégalités (et des normes et pratiques sociales qui en sont la manifestation), les femmes et les filles sont traitées comme des citoyennes de deuxième classe, privées de leurs droits humains et dépréciées sur la base de leur sexe. Pour être utile et durable, le travail pour la fin du mariage des enfants doit encourager des changements sociaux visant à réaliser l'égalité des genres et les droits de l'ensemble des filles et des femmes, dans toute leur diversité.

## SOUTIEN D' ACTIONS COLLECTIVES PROMOUVANT L'ÉGALITÉ DES GENRES AUX NIVEAUX NATIONAL ET SOUS-NATIONAL

Les membres des Partenariats nationaux et sous-nationaux et des coalitions de *Filles, Pas Epouses* unissent leurs expertises, leurs données et leurs forces et s'expriment d'une seule voix. Aussi, ces regroupements sont particulièrement bien placés pour pousser à l'action les gouvernements locaux et nationaux. Le secrétariat de *Filles, Pas Epouses* offre une assistance technique sur mesures à ces réseaux, selon les besoins et les domaines d'activité qu'ils considèrent comme prioritaires (et que nous avons inclus dans la nouvelle Stratégie du Partenariat), et les aide à nouer des liens, à apprendre les uns des autres et à accroître les connaissances au sein du mouvement.

Le mariage des enfants trouve son origine dans les inégalités de genre et seuls des changements structurels à long terme qui rééquilibrent les relations de pouvoir et promeuvent les droits et la capacité d'agir des filles peuvent y remédier de manière efficace. Le Partenariat

*Filles, Pas Epouses* est déterminé à travailler avec les organisations membres, et en particulier les organisations communautaires et les jeunes activistes, pour mener des actions collectives promouvant l'égalité des genres et réaliser des changements à grande échelle.

En 2022, *Filles, Pas Epouses* et l'UNICEF ont travaillé avec [Filles, Pas Epouses Mozambique](#) et la Coalition de la société civile pour la fin du mariage des enfants au Nigeria ([notre coalition du Nigeria](#)) dans le but de renforcer leurs actions collectives promouvant l'égalité des genres et leurs pratiques organisationnelles. Au moyen d'une série d'ateliers et du questionnaire d'autoévaluation de *Filles, Pas Epouses*, les membres de ces réseaux ont procédé à un examen critique de leurs politiques en matière d'inclusivité, de leadership des jeunes et des femmes, de coopération avec d'autres groupes, de respect des droits humains et de plaidoyer à l'égard des causes structurelles du mariage des enfants. Ces organisations membres ont ensuite déterminé où elles se trouvent sur le « continuum d'intégration du genre », ce qui leur a permis d'établir une conscience commune de leur situation et d'identifier les actions promouvant l'égalité des genres les mieux adaptées à leur contexte.

À la suite de cette collaboration, ces réseaux ont augmenté la participation et le leadership des organisations dirigées par des femmes et des jeunes au sein de leurs activités collectives. Ils ont convenu collectivement d'actions promouvant l'égalité des genres qu'ils ont commencé à mettre en œuvre, certaines avec l'aide d'un financement par l'entremise de ce projet. La coalition du Nigeria est maintenant membre du Groupe de travail technique

**« Nous sommes plus efficaces lorsque nous travaillons ensemble et, en tant que Partenariat, nous serons un vecteur de véritables changements dans la vie des filles. »**

*Filles, Pas Epouses, Stratégie du Partenariat 2022-2025*



national sur la fin au mariage des enfants, où elle peut défendre le point de vue des filles et de la société civile et favoriser sa prise en compte dans les politiques nationales, notamment dans la prochaine Stratégie nationale pour la fin du mariage des enfants.

Le secrétariat entend continuer d'appuyer ces réseaux dans leur promotion de l'égalité des genres en facilitant le mentorat entre pairs, en organisant des séances d'apprentissage et des réunions d'examen, en faisant part d'autres possibilités de formation et en répertoriant les modèles qui remédient aux causes profondes du mariage des enfants à grande échelle.

Également en Afrique, nous avons poursuivi notre travail avec [Filles, Pas Epouses Kenya](#) et le [Réseau pour la fin du mariage des enfants de Tanzanie](#) à l'égard de deux problèmes interreliés, le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E), dans la communauté transfrontalière des Kurias. Tout comme au Mozambique et au Nigeria, nous avons utilisé des approches promouvant l'égalité des genres, la mobilisation des jeunes et l'action collective (cette fois à l'échelle communautaire) en tant qu'outils de changement durable.

Dans le cadre de ce projet phare, deux groupes de travail de jeunes ont été créés et 133 jeunes activistes ont suivi une formation pour jouer le rôle d'ambassadeurs et d'ambassadrices dans leurs communautés. Ensemble, ces jeunes ont établi un lien de confiance avec diverses parties prenantes de leur communauté et collaboré avec des structures gouvernementales à l'organisation de séances de mentorat dans les écoles et ailleurs et à la création de quatre comités de protection de l'enfance.

Les organisations membres de *Filles, Pas Epouses* ont œuvré ensemble au soutien des discussions en cours sur le rôle des normes sociales dans la définition des priorités et des pratiques d'une communauté. Elles ont engagé le dialogue avec les leaders religieux et culturels de la communauté afin d'examiner les causes profondes des pratiques comme le mariage des enfants et les MGF/E et se sont entretenues avec des groupes de jeunes et de femmes pour veiller à ce que les changements n'excluent pas les personnes les plus marginalisées.

Ce projet a montré que les jeunes et l'action collective peuvent provoquer de réels changements dans leurs communautés, notamment par le recours aux médias pour sensibiliser la population aux impacts du mariage des enfants et des MGF/E.

En collaboration avec ses organisations membres, *Filles, Pas Epouses* continue de soutenir les jeunes et d'aborder la question du mariage des enfants et des MGF/E avec les décideur-se-s et la communauté Kuria. En 2023, nous aiderons le Mouvement pour la fin du mariage des enfants des jeunes Kurias à accroître la portée de son travail à l'égard du mariage des enfants au moyen de dialogues interculturels et intergénérationnels, d'actions communautaires et d'efforts de plaidoyer budgétaire.

L'action collective à l'appui de l'égalité des genres représente également l'une de nos priorités de travail en Asie du Sud, où près de la moitié des filles se marient avant leur 18<sup>e</sup> anniversaire. Avec le soutien d'Oxfam Royaume-Uni, nous avons lancé un programme de leadership de genre. L'objectif : créer un réseau de « leaders de genre » capables de mener des actions promouvant l'égalité des genres au sein de leur organisation et en collaboration avec d'autres organisations afin de mieux remédier à la question du mariage des enfants en Inde.

Lors du premier atelier de cinq jours, 27 participant-e-s de neuf États indiens se sont réuni-e-s pour en apprendre davantage sur les styles et les compétences de leadership, mener des analyses de pouvoir et de genre et préparer des actions sous l'angle du genre. La diversité de participant-e-s (des membres de trois confessions différentes dans une fourchette d'âges de 50 ans) a contribué à la richesse des discussions et des points de vue.

Le projet se poursuivra en 2023, mais les participant-e-s signalent déjà une plus grande compréhension et conscience de soi eu égard aux dynamiques de genre, une meilleure connaissance des outils pratiques et une volonté d'œuvrer pour la fin du mariage des enfants et de réaliser des changements dans leur propre vie, leur communauté et leur organisation. *Filles, Pas Epouses* entend poursuivre sur cette lancée et effectuer des investissements de départ dans des projets qui intégreront ces apprentissages et utiliseront des approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin au mariage des enfants au cours de l'année qui vient.

**« Nous avons développé une compréhension commune des dynamiques et des structures de pouvoir qui renforcent les inégalités de genre, surtout en ce qui concerne la façon dont les normes et les rôles de genre perpétuent ces inégalités. »**

Membre de la coalition du Nigeria, après avoir participé à un atelier sur les approches promouvant l'égalité des genres

**« Nous nous concentrons davantage sur les moyens de remédier efficacement et en toute sécurité aux dynamiques de pouvoir dans les communautés où travaillent nos membres. Par exemple, au sein de la coalition, que savons-nous des meilleures façons de collaborer avec les hommes et les garçons ? Pas seulement en tant que "défenseurs masculins" ad hoc dénonçant le mariage des enfants, mais dans le cadre d'un réel travail avec les hommes et les garçons pour examiner leur rôle au sein d'un système de privilège et de pouvoir. »**

Membre de la coalition du Nigeria, après avoir participé à un atelier sur les approches promouvant l'égalité des genres

**« La participation à ce projet nous a aidé-e-s à travailler collectivement pour amplifier et élever la voix des filles, des jeunes femmes, des communautés et des leaders qui travaillent jour et nuit pour mettre fin au mariage des enfants dans la communauté Kuria. »**

Leader communautaire de Migori, au Kenya

**« Nous constatons que la communauté est plus disposée à parler ouvertement de leurs difficultés. En effet, il y a de plus en plus de personnes qui appellent notre station de radio pour parler ouvertement des MGF/E et du mariage des enfants, ce qui n'arrivait pas auparavant. [...] Le nombre de parents qui appellent et nous disent que leurs filles ne seront pas excisées a augmenté. »**

Gestionnaire de la station de radio Sachita FM à Tarime, en Tanzanie

## INCLUSION DES FILLES, DES ADOLESCENTES ET DES JEUNES DANS L'ACTION COLLECTIVE

Le programme de leadership sur le genre visait principalement des adultes d'organisations de la société civile. Cependant, l'association d'adolescentes à des actions collectives transformatrices représente également un aspect essentiel de notre travail. En Inde, en collaboration avec la coalition de l'État de l'[Uttar Pradesh](#), nous avons offert aux filles une formation sur l'élaboration et la mise en œuvre de projets d'action sociale (PAS) visant à sensibiliser la population, à encourager des comportements communautaires positifs et à mobiliser un soutien envers les services et l'éducation des filles. À la suite de cette formation, 2 100 leaders adolescentes et leurs pairs ont mis en œuvre 100 PAS dans 28 districts. Ces PAS ont atteint 13 224 membres de communautés, dont des responsables politiques.

Ces initiatives ont donné l'occasion aux filles d'améliorer leurs compétences de leadership, de planification, de négociation et de réalisation de projets. Ces filles ont élaboré et mis en œuvre des actions collectives, intensifié leur travail de plaidoyer et poussé d'autres adolescentes et jeunes travailleurs et travailleuses de leurs communautés

à mieux connaître et défendre leurs droits. À cet égard, le projet illustre la capacité des filles – œuvrant ensemble, dans l'espace public – à exprimer leurs besoins et solutions et à transformer les normes et les pratiques genrées.

*Filles, Pas Epouses* continuera d'aider la coalition de l'Uttar Pradesh à offrir des formations sur le leadership avec et pour les filles et à établir des liens entre ces formations, les filles et les services publics. Ce travail est plus important que jamais dans un contexte où les familles et les communautés de l'Uttar Pradesh peinent à composer avec les répercussions de la COVID-19 et la hausse du coût de la vie, ce qui pousse des filles à abandonner l'école.

Le sport constitue un autre moyen d'amener les jeunes à s'engager dans des activités promouvant l'égalité des genres, ce qui est particulièrement pertinent dans un pays comme l'Inde, qui possède une longue et riche histoire sportive dont les filles et les femmes ont souvent été exclues. C'est dans ce contexte que, en collaboration avec l'organisme Pro Sport Development, nous avons lancé une initiative en 2022 qui a permis à 61 jeunes travailleurs et travailleuses de 49 organisations différentes d'utiliser le sport pour engager un dialogue sur le genre dans des régions rurales du Rajasthan, du Jharkhand et de l'Uttar Pradesh.

Les jeunes participantes ont amélioré leur compréhension des identités, rôles et stéréotypes de genre et leur capacité à utiliser le sport pour lancer des discussions efficaces sur le genre. Elles ont également signalé avoir utilisé leurs nouvelles compétences pour aider les filles à nouer des relations et à discuter de leurs objectifs au-delà du mariage.

## CRÉATION D'UN MOUVEMENT EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

Le mariage des enfants est également un problème persistant et complexe en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans cette région, le problème prend souvent la forme d'unions non officielles et, pour cette raison, il n'est pas largement reconnu et ne constitue pas une priorité d'action. En effet, le taux de prévalence stagne depuis plus de 25 ans<sup>f</sup>. Cependant, comme ailleurs dans le monde, la pratique a pour cause profonde les inégalités de genre et la meilleure façon d'y remédier reste l'action collective en faveur des droits et de la capacité d'agir des filles.

En juillet, nous avons lancé le premier partenariat national pour la fin du mariage des enfants de la région, plus précisément au Guatemala, où 30 % des filles et des

**« Au début, l'un de mes oncles n'appréciait pas et n'encourageait pas vraiment mes efforts, mais plus tard, la réussite du PAS l'a fait changer d'avis. »**

Adolescente leader de l'Uttar Pradesh, en Inde

**« Lorsque les filles participent à des jeux en plein air, cela permet de créer un esprit d'équipe et de tisser des liens entre les jeunes femmes. Elles peuvent partager leurs problèmes et parler de choses comme la façon dont leur corps se transforme à mesure qu'elles grandissent. Cela les aide à apprendre et à discuter ouvertement de leurs préoccupations. »**

Participante à l'atelier sur le sport dans le Jharkhand, en Inde

**« Les mariages et unions d'enfants, précoces et forcés compromettent la vie et les droits des filles et des adolescentes. Aussi, il est essentiel d'y remédier pour réaliser l'égalité des genres. »**

Joseline Velasquez, La Mesa Niña, Guatemala

<sup>e</sup>Dans le contexte de l'Amérique latine et des Caraïbes, nous utilisons le terme « mariages et unions d'enfants, précoces et forcés » dans son intégralité afin de mettre en évidence ces différentes formes de mariages d'enfants dans une région où le problème passe souvent inaperçu.

<sup>f</sup>UNICEF, *Vers l'élimination du mariage des enfants : Tendances mondiales et profils de progrès*, 2021.

adolescentes se marient ou entrent en union avant leur 18<sup>e</sup> anniversaire. Le Partenariat national du Guatemala (la Mesa a Favor de las Niñas y Adolescentes, ou La Mesa Niña) est composé de 21 organisations de la société civile et de quatre jeunes militantes et activistes pour la défense des droits des adolescentes. Ces organisations œuvrent ensemble à la défense des droits des filles depuis 10 ans. En formant officiellement un partenariat national, elles se sont engagées fermement à remédier aux mariages et unions d'enfants, précoces et forcés dans le cadre de leur travail afin que toutes les filles et adolescentes du Guatemala soient libres de faire des choix concernant leur vie et leur corps.

Le lancement du partenariat en soi s'est avéré une étape importante de l'expansion du mouvement au Guatemala. Il a notamment permis de braquer les projecteurs sur le problème : 26 représentant-e-s des médias ont assisté à la conférence de presse et 47 parties prenantes se sont jointes au forum pour entendre directement les témoignages d'organisations de la société civile, d'adolescentes et de jeunes œuvrant à l'égard des mariages et unions d'enfants, précoces et forcés au pays. Le lancement a également été à l'origine d'une rencontre avec l'ambassade de Suède et s'est avéré une occasion de discuter du financement du partenariat. *Filles, Pas Epouses* continue de collaborer avec La Mesa Niña à l'élaboration d'un plan de travail collectif visant à sensibiliser l'opinion publique au problème dans le contexte de l'élection présidentielle de 2023. La mise en œuvre sera également soutenue par une aide financière de *Filles, Pas Epouses*.

La création d'un mouvement est un projet à long terme qui nécessite une approche flexible et réactive.

L'établissement d'un consensus et les progrès demandent du temps. En République dominicaine, nous avons continué d'offrir une assistance technique à un groupe d'organisations financé par le Girls First Fund en vue d'explorer les possibilités et les difficultés liées à la création d'une coalition nationale pour la fin des mariages et unions d'enfants, précoces et forcés.

Deux ateliers ont permis à ces organisations de voir la valeur du travail collectif, mais également la nécessité de définir une approche et des objectifs communs, ainsi que les mécanismes de coordination nécessaires pour les concrétiser. *Filles, Pas Epouses* entend continuer d'offrir un large soutien aux organisations membres de la République dominicaine et de collaborer avec celles-ci pour surveiller les répercussions d'une politique nationale sur les mariages et unions d'enfants, précoces et forcés.

## RENOUER AVEC LES ORGANISATIONS MEMBRES APRÈS LA LEVÉE DES RESTRICTIONS AUX DÉPLACEMENTS DUES À LA COVID-19

Les conséquences de la COVID-19 se sont fait ressentir partout dans le monde et les restrictions aux déplacements ont empêché la tenue de rencontres en personne pendant de nombreux mois. En 2022, nous avons commencé à renouer avec de nombreuses organisations membres et à tenir des réunions pour examiner et planifier leur travail commun.

Au Népal, nous avons organisé une rencontre des membres de *Filles, Pas Epouses Népal* pour renouer

et redynamiser leur travail collectif, partager les plus récentes connaissances et données avérées et discuter des stratégies à l'égard du mariage des enfants sur leur territoire. Les organisations membres du Partenariat national ont conjointement élaboré un plan d'action pour guider leur travail des prochaines années et développé une stratégie de renforcement de leurs capacités. Elles ont ainsi quitté l'atelier avec des liens renforcés, une vision commune et un plan pour la réaliser.

Même si les personnes âgées de 16 à 40 ans représentent 41 % de la population totale du Népal<sup>8</sup>, l'absence d'une véritable mobilisation des jeunes a traditionnellement limité leur participation à des discussions essentielles sur des sujets comme le mariage des enfants. Pour cette raison, *Filles, Pas Epouses Népal*, en partenariat avec Restless Development Nepal, a organisé une Consultation nationale des jeunes sur le thème du leadership des jeunes pour veiller à assurer leur participation active au sein du mouvement national pour la fin du mariage des enfants.

La Consultation nationale des jeunes, qui s'appuyait sur une étude exploratoire de 2021, a rassemblé 30 jeunes de sept provinces qui ont partagé leurs expériences, analysé les causes du mariage des enfants dans leur contexte, discuté de solutions et rédigé conjointement une stratégie de mobilisation des jeunes. À la suite de ce dialogue interprovincial, intersectoriel et intergénérationnel, le groupe a créé une charte visant à orienter son plaidoyer. Cette charte a été appuyée par des responsables du gouvernement national et partagée avec le ministère des Femmes, des enfants et des aîné-e-s et d'autres parties prenantes.

**« Je tiens à remercier Filles, Pas Epouses parce que, au niveau du pays, je ne me suis jamais retrouvée dans une position où une organisation étrangère souhaite investir dans un processus national. Filles, Pas Epouses a fait preuve de beaucoup de patience et d'un soutien inébranlable. »**

Représentante d'une organisation de la société civile de République dominicaine

<sup>8</sup>UNFPA, *For young people, by young people*, 2022.



# L'IMPACT DANS LA PRATIQUE : L'ACTION COLLECTIVE ET LE PLAIDOYER COMMUN À L'ÉGARD DU MARIAGE DES ENFANTS ET DE L'ÉDUCATION EN AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE

Le mariage des enfants et l'absence de possibilités d'éducation pour les filles trouvent leur origine dans les inégalités de genre. Le manque d'accès à l'éducation et l'abandon scolaire précoce poussent de nombreuses filles à se marier, comme elles n'ont pas d'autres options. De même, les filles déjà mariées quittent souvent l'école en raison d'obstacles pratiques en matière d'accès, notamment les responsabilités familiales (pour en savoir plus sur les responsabilités familiales, voir la section « L'impact dans la pratique » à la p. 22).

La scolarisation des filles constitue l'un des meilleurs moyens de prévenir le mariage des enfants. L'éducation contribue aussi fortement à l'égalité des genres, comme elle peut renforcer les compétences et les connaissances des filles, ainsi que leur capacité à remettre en question les normes discriminatoires. Cette année, *Filles, Pas Epouses* a renforcé son travail intersectoriel à l'appui d'une coordination des interventions à l'égard du mariage des enfants et de l'éducation des filles. Notre travail dans les régions francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre, présenté ci-après, en constitue un exemple.

## TRAVAIL INTERSECTORIEL À L'ÉGARD DU MARIAGE DES ENFANTS ET DE L'ÉDUCATION DES FILLES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

En dépit de récents progrès, les inégalités de genre dans le domaine de l'éducation en Afrique de l'Ouest et du Centre (où 28 millions de filles n'ont pas accès à l'éducation<sup>h</sup>) continuent d'être les plus élevées dans le monde. Cette région possède également le taux de prévalence des mariages d'enfants le plus élevé du monde : 37 % des filles s'y marient avant leur 18<sup>e</sup> anniversaire<sup>i</sup>. Pour remédier efficacement à ces problèmes, il est nécessaire de travailler collectivement de manière intersectorielle avec des coalitions du domaine de l'éducation et des jeunes en vue de favoriser une meilleure compréhension du mariage

des enfants et des moyens pour les jeunes de devenir des agents de changement efficaces.

En réponse à des organisations membres d'Afrique de l'Ouest francophone réclamant un soutien plus ciblé, nous avons commencé à œuvrer à plus grande échelle dans la région pour la première fois en 2022. Grâce au soutien financier d'Education à Voix Haute, nous avons collaboré avec la [Coalition Nationale Contre le Mariage des Enfants au Burkina Faso](#) et la [Plateforme vers la fin du mariage des enfants au Niger](#) en vue de traiter des liens entre le mariage des enfants et l'éducation dans la région.

Nous avons aidé ces coalitions à partager des connaissances et à renforcer leur plaidoyer collectif en faveur de lois, de politiques et de programmes à l'appui de l'égalité des genres, de la rétention scolaire des filles, de l'accès des filles à une éducation de qualité et de la fin du mariage des enfants.

<sup>h</sup>Équipe de travail sur l'égalité des genres et l'éducation inclusive, [Promouvoir le droit des filles à l'éducation en Afrique de l'Ouest et du Centre](#), Save the Children et le Groupe régional de coordination sur l'ODD4 en Afrique de l'Ouest et du Centre, 2017, cité dans *Filles, Pas Epouses*, [Le mariage des enfants et l'éducation en Afrique de l'Ouest et du Centre : Revue de la littérature](#), 2022.

<sup>i</sup>UNICEF, [Le mariage d'enfants en Afrique de l'Ouest et centrale : Aperçu statistique et réflexion sur l'élimination de cette pratique](#), 2022.

## AMÉLIORATION DES CAPACITÉS DES GROUPEMENTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Nous avons créé une plateforme pour permettre aux membres de coalitions des secteurs de l'éducation et de la fin du mariage des enfants de se réunir pour partager leurs expériences et leurs connaissances et mieux comprendre les chevauchements des écosystèmes de changement dans leur pays respectif, et au-delà.

Au moyen de séances en personne et en ligne et d'un mentorat personnalisé (sur des sujets comme la sauvegarde, les compétences de gestion financière, la mobilisation de ressources et le plaidoyer budgétaire), 169 participant-e-s ont suivi une formation leur permettant de travailler efficacement en groupe et de fournir une aide aux autres organisations.

En favorisant la collaboration intersectorielle et le renforcement des capacités, nous avons contribué à l'amélioration de la collaboration entre ces coalitions, à la reconnaissance des avantages du travail stratégique collectif dans l'ensemble de la région et à la création et à la mise en œuvre de plans de plaidoyer communs.

## MOBILISATION DES JEUNES EN TANT QU'AGENTS DE CHANGEMENT

*Filles, Pas Epouses* s'engage également à soutenir le leadership des jeunes au sein du mouvement pour la fin du mariage des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre. Sur la base de la [formation sur l'activisme des jeunes](#) offerte en 2021, nous avons lancé un projet de recherche dirigé par les jeunes. Ce projet a permis à des jeunes du Burkina Faso et du Niger de tirer parti de leurs expériences et de leur connaissance intime du contexte de leurs communautés pour élaborer et mettre en œuvre leur propre recherche.

Dans le cadre de ce projet, les participant-e-s ont acquis des compétences de recherche et d'analyse, ont amélioré leur compréhension des complexités liées au mariage des enfants et ont enrichi la base de données sur le mariage des enfants et l'éducation au niveau local, national, régional et mondial.

En plus de réunir les partenariats et les coalitions, ce projet a contribué à une meilleure reconnaissance de la capacité des jeunes à provoquer des changements au sein du mouvement pour la fin du mariage des enfants dans la région, comme en témoigne leur invitation à partager leurs expériences dans des séminaires d'apprentissage en ligne externes.







# OBJECTIF 2 : INFLUENCER

## L'ANNÉE EN CHIFFRES

24

histoires de changement publiées, dont celles cédant la parole aux filles et aux membres

780+

téléchargements de nos lignes directrices et outils sur la communication éthique

106

participant-e-s à nos séminaires d'apprentissage sur la communication éthique

515

engagements pris dans le cadre de campagnes nationales, régionales et mondiales

125

États ayant coparrainé une nouvelle résolution de l'ONU sur les mariages d'enfants, précoces et forcés

Alors que les effets des crises climatiques, des conflits, de la COVID-19 et de la hausse du coût de la vie s'intensifient partout dans le monde, notre travail de sensibilisation et de plaidoyer visant à accélérer les progrès vers la fin du mariage des enfants et à défendre les droits et la capacité d'agir des filles est plus urgent que jamais.

Le secrétariat joue un rôle clé dans l'amplification de la voix des filles et des organisations membres et dans la mobilisation du Partenariat mondial autour d'une vision de changement claire, unifiée et pratique. Ensemble, nous avons fait pression sur les décideur-se-s en faveur du renforcement et de la mise en œuvre de leurs engagements politiques et financiers, surtout en ce qui concerne les réponses intersectorielles et les changements structurels promouvant l'égalité des genres.

### INCLUSION DES FILLES ET DES ADOLESCENTES DANS LES ESPACES DE PLAIDOYER

Des années de plaidoyer collectif ont donné lieu à des progrès en matière de solidarité intergénérationnelle. *Filles, Pas Epouses* a fortement contribué à l'ouverture d'espaces et à l'offre d'une assistance financière et technique aux jeunes pour leur permettre de se représenter eux-mêmes et elles-mêmes sur les scènes nationales, régionales et mondiale – un travail que nous avons poursuivi en 2022.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, *Filles, Pas Epouses* a collaboré avec d'autres organisations féministes et de jeunes à l'organisation d'un Forum régional des

jeunes, un forum virtuel en amont de la Conférence régionale sur la population et le développement, qui se tenait en juin. Lors du Forum, nous avons aidé de jeunes activistes à examiner les questions qui les touchent le plus et à préparer une [déclaration conjointe](#), laquelle sert maintenant d'outil pour le plaidoyer commun des jeunes dans la région. Cette même équipe s'est rassemblée de nouveau en septembre pour organiser un autre forum des jeunes en amont de la Conférence régionale des femmes (pour en savoir plus, voir la section « L'impact dans la pratique » à la p. 22).

En juillet, *Filles, Pas Epouses*, en partenariat avec le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, a aidé des représentants du Children's Dignity Forum (notamment la coordonnatrice du Réseau de la Tanzanie pour la fin du mariage des enfants) à se joindre à plus de 350 autres jeunes délégué-e-s à la 10<sup>e</sup> Conférence africaine sur la santé et les droits sexuels. Lors de la conférence, ces jeunes ont partagé, appris et noué des contacts avec des représentant-e-s de gouvernements et d'organismes de l'ONU, des activistes, des bailleurs de fonds, des leaders religieux et des acteur-ric-e-s du changement de partout en Afrique. Elles et ils ont quitté la conférence encore plus [convaincu-e-s](#) de la nécessité d'un financement plus grand, durable, flexible et participatif des mouvements de jeunes – un thème que de jeunes

activistes ont aussi abordé lors d'allocutions en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) en septembre.

En collaboration avec la Fondation Ford, nous avons également organisé un événement en marge de l'AGNU à New York pour discuter de changements transformateurs dans un monde qui évolue rapidement. De jeunes femmes activistes, professionnelles et militantes ont eu une occasion unique de faire connaître leurs priorités (notamment l'éducation des filles, la santé et les droits sexuels et reproductifs, le financement des organisations locales et de jeunes et les partenariats) à diverses parties prenantes, dont des bailleurs de fonds et des représentant-e-s de gouvernements. Nous avons intégré leurs préoccupations aux autres questions examinées lors de l'AGNU, notamment au moyen d'un blog comprenant nos [trois principaux points à retenir](#) sur le mouvement pour la fin du mariage des enfants, de manière à maintenir la voix des jeunes et des membres au cœur de notre travail de plaidoyer intersectoriel collectif.

**« Il me semble très important d'avoir un financement flexible adapté au contexte actuel afin qu'un manque de ressources ou la complexité du système ne nous empêchent pas, en tant qu'agents de changement, de concrétiser nos rêves. »**

Marietha Cedric, jeune activiste de Filles, Pas Epouses et du Children's Dignity Forum

**« Invitez-nous, les jeunes, à nous prononcer sur la question. Nous devons vous dire ce dont nous avons besoin, nous devons participer aux discussions, nous devons être à la table pour prendre des décisions avec vous, nous devons faire partie de ce mouvement. »**

Fernanda Vázquez Rojas, Elige Red de Jóvenes por los Derechos Sexuales y Reproductivos, du Mexique, lors d'une allocution à notre événement en marge de l'AGNU

## PLAIDER AVEC ET POUR LES FILLES LES PLUS MARGINALISÉES

Dans le cadre de l'AGNU, nous avons également fourni une contribution technique à la [résolution](#) sur les mariages d'enfants, précoces et forcés, une résolution coparrainée par 125 États et adoptée en novembre 2022 par la Troisième Commission de l'AGNU. Parmi les gains importants liés à la résolution, notons l'importance accordée aux nombreux facteurs croisés qui exposent les filles à des risques – en particulier les adolescentes et les filles de populations marginalisées – et l'inclusion d'un libellé plus progressiste en ce qui concerne leurs droits sexuels et reproductifs, leur éducation et leur autonomie.

Des organisations de la société civile, dont des membres de *Filles, Pas Epouses*, ont joué un rôle de plaidoyer essentiel auprès des gouvernements en faveur de la résolution. Nous continuerons de collaborer avec elles pour maintenir la pression sur les États membres de l'ONU et veiller à la mise en œuvre de leurs engagements, notamment au moyen de notre [modèle de lettre](#).

De nombreux facteurs conjugués peuvent exposer les filles et les adolescentes à un risque de mariage accru, notamment le genre, l'âge, la couleur de la peau, l'ethnie, la sexualité et la classe. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la marginalisation et la stigmatisation des communautés autochtones exposent les filles et les adolescentes à des risques encore plus grands, masquent les causes structurelles du mariage des enfants et rendent difficile la formulation de solutions autres que les lois interdisant le mariage des enfants.

Pour remédier à cette situation, nous avons organisé un événement en marge de la 21<sup>e</sup> Session du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones (FPNUQA) en collaboration avec le Foro Internacional de Mujeres Indígenas and the Enlace Continental de Mujeres Indígenas de las Américas. Il s'agissait de la première collaboration avec des organisations de femmes et de jeunes autochtones dans le but précis de montrer que les communautés autochtones possèdent des solutions au problème du mariage des enfants.

Lors de l'événement, nous avons aidé des adolescent-e-s, des jeunes et des femmes autochtones à dresser une liste de cinq [recommandations](#) d'actions que les communautés doivent mener d'urgence. La présidente du FPNUQA a reconnu l'importance d'agir à l'égard du problème et a appuyé la présentation de ces recommandations aux États membres.

## LE PLAIDOYER COLLECTIF A DES IMPACTS TANGIBLES AU NIVEAU NATIONAL

Lorsque de nombreuses organisations partagent une vision de changement claire et pratique, l'impact de leur plaidoyer commun est plus fort que ce que toute organisation aurait pu accomplir à elle seule. Voilà pourquoi notre plaidoyer collectif s'appuie sur les points de vue et les priorités que partagent nos organisations membres. Nous favorisons ainsi l'établissement de consensus et la marche des progrès. En mars 2022, le gouvernement du Guatemala a lancé une initiative juridique qui aurait limité les droits des filles, des femmes et des personnes LGBTQIA+, notamment leur accès à des services de santé sexuelle et reproductive, dont l'avortement, et à une éducation complète à la sexualité.

En réponse, *Filles, Pas Epouses* a travaillé en étroite collaboration avec La Mesa Niña à la publication d'une [déclaration conjointe](#) en faveur de l'abandon du projet de loi. Grâce à cette initiative – la première déclaration sur une question nationale de droits humains dans la région publiée par *Filles, Pas Epouses* –, nous avons renforcé notre solidarité avec des organisations féministes et de défense des droits humains nationales et locales, avons fait valoir notre position sur des questions liées au mariage des enfants et aux droits des filles et des femmes et avons contribué à accentuer la pression internationale. Grâce à ces efforts, le président a fini par opposer son veto au projet de loi.

Nous continuerons de travailler avec La Mesa Niña pour empêcher le retour de ce projet de loi pendant la campagne présidentielle de 2023 et faire entendre la voix des filles et des adolescentes. Notamment, nous allons fournir un appui financier visant à actualiser les données sur les investissements à l'appui des filles au Guatemala. Ces

données montreront en quoi les politiques actuelles ne répondent pas à leurs préoccupations et soutiendront notre plaidoyer commun. Nous collaborerons également avec La Mesa Niña à la création d'un réseau de filles et d'adolescentes pour aider les jeunes à soulever des questions politiques clés auprès des candidat·e·s à la présidence et leur demander des comptes.

En Asie du Sud, nous avons également tiré d'importantes leçons stratégiques de partenariats et de coalitions en ce qui concerne la création d'espaces de discussion avec (et entre) les jeunes pour les aider à fixer des priorités communes et à présenter celles-ci directement aux instances gouvernementales. Prenons pour exemple notre travail de plaidoyer collectif à l'égard de l'âge minimum de mariage en Inde, qui devait passer de 18 à 21 ans pour les filles. Nous avons aidé 95 organisations de la société civile et 2 500 jeunes à partager leurs points de vue et à compiler et présenter leurs demandes conjointes au gouvernement.

Les jeunes ne voulaient pas qu'on se concentre sur l'âge de mariage, considéré comme un moyen de criminaliser les relations consensuelles et de réduire le droit de choisir des filles et des adolescentes (en particulier lorsque ce choix transgresse les limites religieuses ou de caste). Ce qui préoccupait plutôt ces jeunes, c'était l'accès à une éducation de qualité, un emploi sûr et décent, une éducation complète à la sexualité et le droit de participer aux décisions qui les concernent. Leur plaidoyer collectif soutenu et les mémoires présentés au comité parlementaire chargé de l'examen du projet de loi ont attiré l'attention des médias internationaux et, jusqu'à maintenant, ont empêché la modification de la loi.

Également sous la bannière du Mouvement national de la voix des jeunes, nous avons collaboré avec des jeunes de 14 États indiens pour commenter le projet de politique nationale des jeunes 2021 et présenter leurs demandes au ministère des Jeunes et des Sports. Ces demandes appelaient à une large diffusion des politiques et des lois dans les langues locales et à la création de plateformes publiques permettant aux jeunes de participer aux discussions et de fournir des commentaires sur les politiques. Dans le cadre de cette soumission, nous avons

fait part d'exemples de plaidoyers de jeunes réussis de partout en Inde, notamment de la coalition de *Filles, Pas Epouses* de l'Uttar Pradesh.

## FIGURE DE PROUE EN MATIÈRE DE COMMUNICATION ÉTHIQUE

Notre engagement à communiquer de manière responsable sur le mariage des enfants s'observe dans l'ensemble de notre travail visant à faire entendre la voix des filles. Lorsque nous publions des histoires, notre procédure d'écriture est centrée sur les besoins et les préférences des contributrices afin qu'elles se sentent émancipées par le processus. À cet effet, nous avons lancé en septembre nos nouvelles [lignes directrices sur la communication éthique](#), ainsi que 15 outils pratiques imprimables pour en faciliter le respect. Nous nous sommes ensuite concentré·e·s sur l'intégration de ces outils dans nos pratiques (l'ensemble des membres du secrétariat ont suivi une formation participative à cet effet) et à la promotion des enseignements tirés avec le reste du Partenariat et au-delà.

En collaboration avec des organisations membres de *Filles, Pas Epouses* et une survivante du mariage des enfants, nous avons créé une [séance d'apprentissage](#) sur la communication éthique en vue de fournir un survol des principes et des outils inclus dans les lignes directrices et d'illustrer l'impact concret que peut avoir le processus de communication sur les filles, les adolescentes et les jeunes femmes. La séance a aussi permis aux participant·e·s de simuler un scénario adapté à leur contexte.

Nous avons également codirigé une séance du Groupe de travail sur la communication de l'organisme [Bond](#), où nous avons partagé des expériences avec des responsables de la communication des secteurs du développement international et de l'humanitaire de manière à encourager de vastes changements en faveur de la publication d'histoires décolonisées, racontées par les protagonistes. Les lignes directrices et les outils ont maintenant été téléchargés plus de 780 fois en anglais, en français et en espagnol, ce qui suggère qu'elles sont largement utilisées et mises en œuvre.

## AMPLIFICATION DE LA VOIX DES FILLES ET DES MEMBRES EN FAVEUR D'UNE VISION POSITIVE DU CHANGEMENT

Cette année, nous avons utilisé nos plateformes numériques afin de faire connaître le travail pour la fin au mariage des enfants, son impact sur la vie des filles et les défis à relever en tant que mouvement. En partageant ces histoires, nous avons stimulé la participation et la motivation de nos organisations membres et de nos partenaires et avons montré aux décideur·se·s, gouvernements et bailleurs de fonds l'importance d'investir dans les partenariats et les organisations de la société civile œuvrant auprès des filles afin de bâtir un avenir meilleur pour tous et pour toutes.

En 2022, nous avons publié 24 articles de fond sur notre site Web, notamment des enseignements, des connaissances spécialisées et des histoires personnelles de filles et de membres. Le site Web a été visité plus de 1,2 million de fois, et ces articles ont représenté près de 16 000 de ces visites. Cette année, nos articles se concentraient sur les approches promouvant l'égalité des genres, l'activisme des jeunes, l'intersectionnalité, les contextes humanitaires et l'action et le plaidoyer collectifs pour mettre fin au mariage des enfants.

L'article le plus lu fut [Je ne le veux pas : comment les filles népalaises s'affranchissent du mariage des enfants](#), un reportage en profondeur sur Kavita<sup>1</sup>, une jeune femme de milieu rural népalais qui, grâce à un club d'enfants organisé par la Janaki Women's Awareness Society, a gagné en assurance et a convaincu ses parents de refuser une offre de mariage alors qu'elle était encore à l'école. Parmi

« Je me sentais si bien [...]. Je n'allais pas me marier, je pouvais être heureuse, retourner à l'école et vivre sans crainte. »

Kavita, une participante à un club d'enfants organisé par la Janaki Women's Awareness Society, au Népal



les autres articles publiés, on compte notamment [Changer les choses : comment la couture aide les jeunes réfugiées à dire « non » au mariage des enfants](#) et [Comment soutenir la force des filles et des adolescentes en Amérique latine et dans les Caraïbes](#).

Sur nos réseaux sociaux, nous avons également fait part d'informations, d'histoires, d'événements et de discussions sur le mariage des enfants et le travail mené pour y mettre fin. Nous avons ainsi encouragé le grand public et les parties prenantes clés, dont les organisations membres et les bailleurs de fonds, à se joindre à la conversation et à passer à l'action. En 2022, notre auditoire sur nos réseaux sociaux anglophones a augmenté de 6,6 %, pour un total combiné de plus de 240 000 personnes.

Les courriels sont un élément essentiel de notre de travail de communication avec les organisations membres et les sympathisant-e-s et nous continuons de les utiliser pour faire part d'opportunités et partager des informations personnalisées. Parmi les nombreuses communications pour les organisations membres, on compte un résumé mensuel des possibilités de financement, des courriels ad hoc sur les nouvelles ressources, des alertes de plaidoyer, des invitations à des événements et des bilans des principaux points à retenir de ces événements. L'ensemble de nos canaux affichent des taux de participation bien au-dessus de la moyenne du secteur, ce qui démontre que nos communications sont à la fois bien ciblées et appréciées et que notre public est au fait des données les plus récentes.

En décembre, nous avons lancé un [bulletin mensuel](#) renouvelé pour nos sympathisant-e-s, lequel offre une sélection d'histoires racontées par les filles et les membres, de données avérées, de nouvelles et d'opportunités à l'intention des parties prenantes, dont les bailleurs de fonds, les responsables politiques, les journalistes et la société civile. À l'aide de notre communication régulière avec ce groupe, nous avons favorisé l'intégration de la question du mariage des enfants au-delà du cercle de notre Partenariat, de manière à encourager une défense des droits des filles plus multisectorielle et holistique.

## UNE COUVERTURE MÉDIATIQUE RESPONSABLE DU MARIAGE DES ENFANTS

Les médias contribuent de manière très importante à sensibiliser le public et à accroître la pression populaire en faveur de la fin du mariage des enfants aux niveaux national, régional et mondial. En collaboration avec des organisations membres, nous proposons des sujets de reportage aux médias et répondons aux demandes des journalistes qui souhaitent couvrir le sujet de manière éthique, centrée sur les solutions, en permettant aux personnes touchées de raconter leur histoire dans leurs propres mots et en toute sécurité. Cette démarche s'inscrit dans notre approche visant à partager des histoires personnelles qui illustrent les conséquences du mariage des enfants et les solutions au problème sans adopter un angle sensationnaliste.

En 2022, nous avons aidé à la mise en place de relations de travail entre des journalistes de BBC World Service et BBC Africa et des organisations membres, ce qui a contribué à jeter un éclairage sur le travail à l'égard du mariage des enfants d'organisations de la société civile. Womba-Wuta Wanki, de l'organisation zambienne Generation Alive, s'est jointe à Mabel van Oranje et à Mary Robinson pour une émission de la très populaire série [How to Be a Former President](#) de BBC World Service. Elles ont parlé des moyens de lancer un mouvement en partant de zéro, d'agir collectivement, d'attirer l'attention de la communauté internationale sur le problème, d'obtenir du financement et de mobiliser diverses parties prenantes à tous les niveaux.

Nerida Nthamburi, cheffe de la mobilisation Afrique de *Filles, Pas Epouses*, a représenté le Partenariat lors d'une entrevue sur [BBC Africa](#), où elle a discuté des moyens de mobiliser les jeunes et leurs communautés pour mettre fin au mariage des enfants. Faith Mwangi Powell, la directrice exécutive de *Filles, Pas Epouses*, fut invitée au podcast TEDx [Climate Curious](#), où elle a discuté des liens

entre le mariage des enfants et l'exacerbation des crises provoquées par les changements climatiques, un des axes prioritaires de notre travail intersectoriel.

Nous avons également contribué à des articles d'[Inside Philanthropy](#) sur le financement du mouvement pour la fin du mariage des enfants et à un article de la [Chandler Foundation](#) sur les changements systémiques et les raisons pour lesquelles les interventions ciblant un seul aspect ne peuvent pas régler des problèmes complexes comme le mariage des enfants.

Cette couverture médiatique a contribué à mieux faire connaître le mariage des enfants aux niveaux international et national et à pousser les gouvernements – dans un contexte où leur attention est déjà accaparée par une convergence de crises (changements climatiques, COVID-19, conflits et hausse du coût de la vie) – à respecter leurs engagements envers la fin du mariage des enfants et la protection des droits des filles. Elle a également présenté les filles, les jeunes femmes et les organisations membres de *Filles, Pas Epouses* en tant qu'expertes de la question. Cela ajoute du poids à notre plaidoyer en faveur de leur inclusion dans les espaces de prise de décisions à tous les niveaux et de l'octroi d'un financement plus important et plus flexible aux partenariats œuvrant au niveau local.

# L'IMPACT DANS LA PRATIQUE : AU MOYEN DE DONNÉES PROBANTES, NOS MEMBRES ONT PLAIDÉ POUR L'INCLUSION DU TRAVAIL DOMESTIQUE ET DU MARIAGE DES ENFANTS AU RANG DES PRIORITÉS RÉGIONALES EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

Lorsqu'elles se marient ou entre en union, les filles doivent souvent assumer des responsabilités domestiques accrues, ce qui limite leur liberté, leurs possibilités et leur accès à l'éducation. Il est essentiel de comprendre ces expériences, y compris le rôle d'aidante, pour veiller à ce que notre travail réponde aux besoins des filles les plus marginalisées, dont celles qui sont mariées ou en couple.

Comme la majeure partie des recherches et du plaidoyer sur le mariage des enfants négligent cette question, nous nous sommes concentré-e-s sur ce problème en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2022. Plus précisément, nous avons mené de nouvelles recherches avec des adolescentes et des organisations membres, qui ont ensuite partagé directement leurs expériences et leurs solutions avec les décideur-se-s dans des espaces de plaidoyer régionaux.

## NOUVELLE RECHERCHE SUR LE TRAVAIL DOMESTIQUE ET LE MARIAGE DES ENFANTS EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

En Amérique latine et dans les Caraïbes, 21 % des filles se marient ou entrent en union avant leur 18<sup>e</sup> anniversaire et 4 % avant leur 15<sup>e</sup> anniversaire<sup>k</sup>. En dépit de taux

de prévalence plus élevés que la moyenne mondiale, le problème est largement ignoré dans la région, tout comme le sont les normes de genre (comme la répartition genrée des travaux domestiques) qui encouragent la pratique et pèsent sur la vie des filles et des adolescentes mariées ou en couple.

En 2022, le secrétariat de *Filles, Pas Epouses* a collaboré avec 60 organisations membres d'Amérique latine et des Caraïbes à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie multidimensionnelle. L'objectif : susciter des engagements régionaux à l'égard des tâches domestiques et des mariages et unions d'enfants, précoces et forcés. À l'appui de cette démarche, nous avons travaillé avec 20 organisations membres et 24 adolescentes et jeunes femmes à l'élaboration d'une [note d'information](#) sur les liens entre le travail domestique et les mariages et unions d'enfants, précoces et forcés dans la région.

Cette note d'information expose la division inéquitable du travail domestique au sein du couple et une autre tendance claire : les filles et les adolescentes mariées ou vivant maritalement ont encore plus de tâches domestiques que leurs pairs non mariés. Cette situation limite leur accès à une éducation de qualité et nuit à leur indépendance économique, leur santé physique et mentale et leur capacité à participer à la vie sociale et politique.

Dans cette note d'information, nous formulons des recommandations à l'intention des gouvernements, des agences de l'ONU et des organisations de la société civile pour les aider à remédier à ces inégalités de genre. Afin de soutenir de manière efficace les filles mariées ou en couple, les gouvernements doivent reconnaître leur travail domestique et adopter des politiques publiques qui répondent à leurs besoins, notamment : l'accès à des soins

de santé complets, surtout en matière de santé sexuelle et reproductive ; une éducation de qualité (y compris sur le sujet de la sexualité) qui favorise la poursuite des études des filles déjà mariées et des mères adolescentes ; et des activités récréatives.

Pour favoriser la mise en œuvre de ces recommandations, nous avons partagé sur les médias sociaux des [messages de plaidoyer](#) faisant valoir les opinions et expériences des filles et des organisations membres.

## PLAIDOYER COLLECTIF VISANT À PLACER LA QUESTION DU TRAVAIL DOMESTIQUE ET DU MARIAGE DES ENFANTS AU RANG DES PRIORITÉS RÉGIONALES

Après avoir produit cette note d'information sur le travail domestique et les mariages et unions d'enfants, précoces et forcés en collaboration avec des adolescentes et des organisations membres, nous avons poursuivi sur notre lancée en menant un plaidoyer collectif au niveau régional qui a placé leurs expériences, leurs besoins et leurs solutions au centre de discussions multipartites et d'engagements de gouvernements.

Plus précisément, nous avons organisé un [événement officiel](#) en marge de la 15<sup>e</sup> Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes – avec un panel d'expert-e-s composé presque entièrement de femmes – et avons fourni une aide à huit organisations membres pour qu'elles puissent participer à la conférence.

Lors de cet événement, nous avons présenté la note d'information, échangé des renseignements et appelé à l'adoption de mesures exhaustives à l'égard du mariage des enfants fondées sur l'expertise des adolescentes et des jeunes femmes. À la suite de ces efforts, les mariages et unions d'enfants, précoces et forcés ont été inclus dans la [déclaration des jeunes](#), la [déclaration féministe](#) et l'[Accord de Buenos Aires](#), qui engage les gouvernements à mettre en œuvre des mesures intersectorielles complètes pour remédier à toute forme de violence et de discrimination

à l'égard des femmes, y compris les mariages et unions d'enfants, précoces et forcés

C'était la première fois que *Filles, Pas Epouses* contribuait à un événement parallèle officiel composé presque exclusivement de jeunes femmes dans un espace de plaidoyer stratégique. La création conjointe d'une position de plaidoyer forte, claire et fondée sur des données probantes a joué un rôle clé dans l'intégration des mariages et unions d'enfants, précoces et forcés au sein des priorités régionales. Cette réussite est d'autant plus notable à la lumière du manque d'attention traditionnellement accordé au lien entre le travail domestique et les mariages et unions d'enfants, précoces et forcés.

Nous entendons nous appuyer sur ces réussites pour favoriser l'action collective et la participation des adolescentes et des jeunes femmes aux espaces de plaidoyer régionaux afin de réclamer des mesures à l'égard du problème.

**« Il s'agit d'un manquement de l'État et de la société en général à l'égard des filles, des adolescentes et des femmes de ne pas leur donner d'autres possibilités que le mariage. »**

Colombienne de 24 ans ayant contribué à la note d'information sur le travail domestique

**« Pour nous, en tant que femmes autochtones, il est très important de pouvoir occuper ces espaces, de pouvoir placer nos points de vue et nos besoins au centre des discussions et de pouvoir nous joindre à d'autres organisations sœurs alliées. Ces espaces sont des ponts, des possibilités de nous renforcer en tant que réseaux et d'établir un ordre du jour plus interculturel et antiraciste. »**

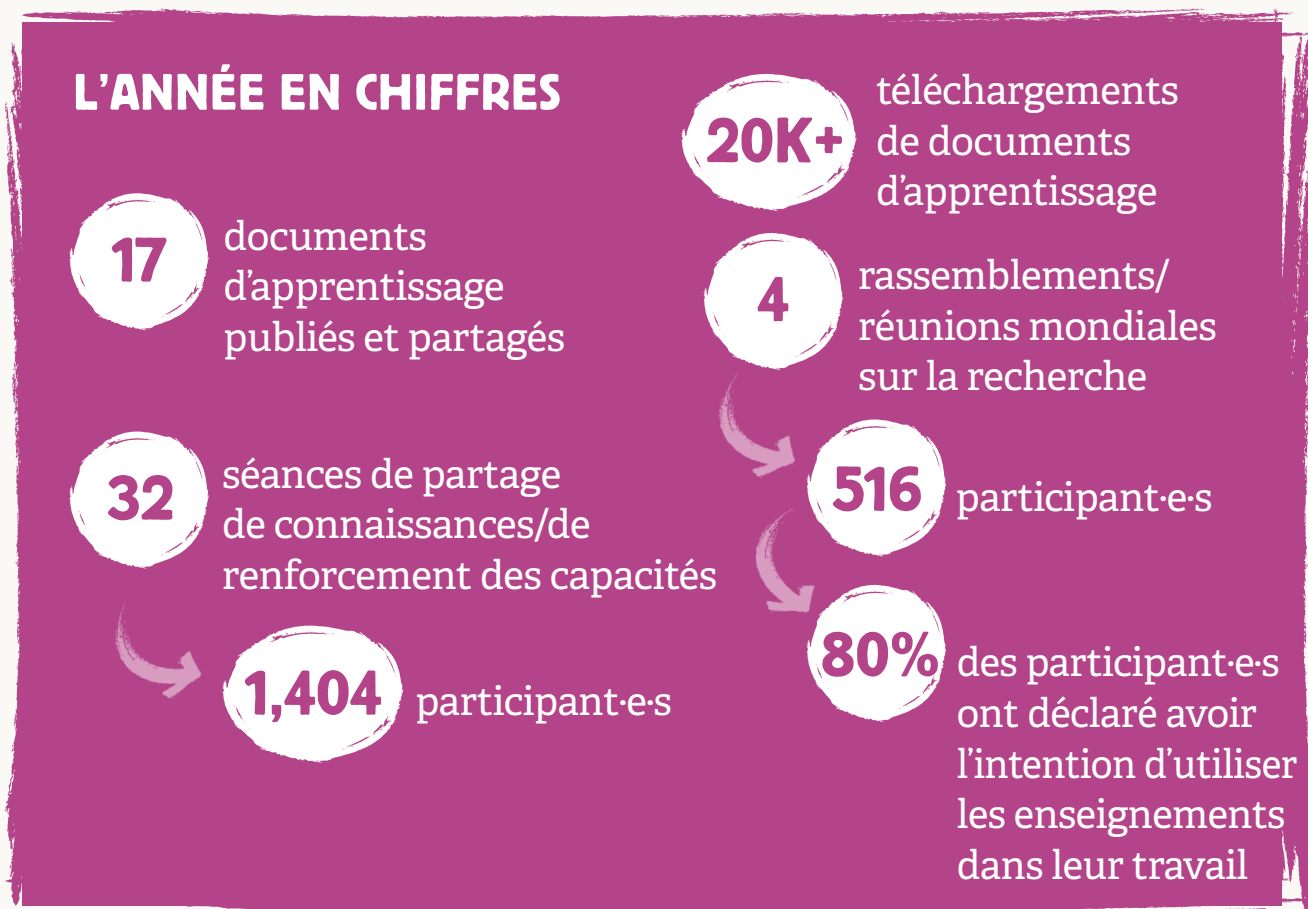
Guillermina L., représentante d'une organisation membre du Mexique et participante à la conférence régionale





# OBJECTIF 3 : APPRENDRE

L'un des principaux rôles du secrétariat est de faciliter le partage de connaissances entre les organisations membres et avec les professionnel-le-s, les chercheur-se-s, les responsables politiques et les bailleurs de fonds afin de veiller à ce que tous et toutes puissent accéder et contribuer aux plus récentes données et ressources.



Cette année, en œuvrant à mieux faire connaître les liens entre le mariage des enfants et d'autres enjeux de droits humains et les moyens efficaces de mettre fin à la pratique, nous avons favorisé la prise d'actions collectives s'appuyant sur des données probantes. Nous sommes ainsi plus aptes à plaider collectivement en faveur d'investissements et d'appuis qui contribueront efficacement à prévenir le mariage des enfants et à soutenir les filles déjà mariées.

## COLLABORER AVEC LES ORGANISATIONS MEMBRES POUR PRODUIRE ET PARTAGER DES DONNÉES PROBANTES

Cette année, nous avons facilité et soutenu des occasions pour les organisations membres de partager leurs connaissances entre elles et avec des parties prenantes clés aux niveaux national et régional.

En Inde, 223 millions de filles et de jeunes femmes se sont mariées avant l'âge de 18 ans, ce qui en fait le pays où ce nombre est le plus grand. Plus de 1,5 million de filles et d'adolescentes sont touchées chaque année. Malgré ces statistiques, les filles et les jeunes femmes qui sont déjà mariées ou anciennement mariées (séparées, divorcées ou veuves) ont fait l'objet de très peu de recherches, de politiques et de programmes sur le mariage des enfants. Si l'on souhaite créer des possibilités pour toutes les filles, il est nécessaire d'en apprendre davantage sur leur vie après le

<sup>1</sup>Programme mondial UNFPA-UNICEF visant à mettre fin au mariage d'enfants, [Country profile: India](#).



mariage et d'accroître la visibilité des problèmes auxquels elles sont confrontées.

En 2022, en collaboration avec l'American Jewish World Service (AJWS) et [Vikalp Sansthan](#), une organisation membre de *Filles, Pas Epouses*, nous avons organisé une réunion nationale rassemblant 40 professionnel·les du niveau local de sept États de l'Inde. La réunion, la première en son genre, leur a fourni un espace sûr où partager des informations sur les problèmes qui touchent les adolescentes anciennement mariées, discuter de stratégies et de moyens efficaces d'aider ces dernières et identifier les questions nécessitant un examen plus approfondi.

À la suite de cette réunion, les organisations participantes ont reconnu la nécessité d'œuvrer auprès de ce groupe démographique, un processus qui se poursuivra au moyen d'une communauté de praticien·ne·s récemment créée. Un rapport sur les constatations de la réunion pourra également être utilisé pour exiger qu'on accorde plus d'attention et de ressources au travail auprès des filles anciennement mariées.

Le rôle du secrétariat d'un Partenariat mondial consiste en partie à transmettre ce genre de constatations nationales à la communauté régionale et mondiale – ce que nous avons fait avec Vikalp Sansthan lors du rassemblement mondial du CRANK (voir la section « L'impact dans la pratique » à la p. 28).

En nous appuyant sur le travail de niveau national au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, nous avons organisé le Sommet d'apprentissage d'Afrique de l'Est sur la fin du mariage des enfants en vue de renforcer le partage de connaissances et la coordination entre les organisations membres et les partenaires œuvrant pour la fin du mariage des enfants et des MGE/E dans la région. Le Sommet a permis à *Filles, Pas Epouses* Kenya, à *Filles, Pas Epouses* Ouganda et à la Coalition de la Tanzanie pour la fin du mariage des enfants de rencontrer des expert·es, des leaders et des militant·es en personne pour la première fois depuis la pandémie de COVID-19.

Lors du Sommet, ces groupes ont fait un bilan des progrès accomplis à l'appui des droits des filles dans la région, ont identifié les défis à relever et ont amélioré leurs compétences en matière de plaidoyer commun et de production de données factuelles. Ils ont également réfléchi à des moyens de pousser les gouvernements à honorer leurs engagements, notamment en se mettant d'accord sur des plans de mise en œuvre clairs pour les lois et politiques existantes. Enfin, ils ont élaboré des plans de travail collectif pour chaque pays, axés sur des actions pratiques fondées sur des données probantes, qu'ils entendent mettre en œuvre au cours des prochaines années.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, nous avons organisé trois séminaires en ligne pour remédier aux liens entre le mariage des enfants et les problèmes considérés comme prioritaires par les organisations membres dans leur région : l'éducation complète à la sexualité, l'autonomie corporelle des filles et des adolescentes et le leadership communautaire transformateur. Chaque séance a été créée conjointement avec 10 organisations membres qui se sont chargées de faire connaître leurs programmes et leurs recommandations.

Dans le cadre de cette initiative, nous avons travaillé en étroite collaboration avec des organisations de la société civile en vue d'adapter à la région les données et le plaidoyer d'ailleurs dans le monde. En retour, les connaissances régionales et interrégionales produites ont renforcé la base de connaissances mondiale. Nous entendons poursuivre ce travail en 2023.

**« Comment pouvons-nous rêver maintenant ? Nous sommes mariées. Notre éducation et nos rêves ne sont plus entre nos mains. Maintenant, tout ce que nous pouvons faire, c'est ce que la belle-famille nous autorise. Voilà pourquoi nous n'avons aucun rêve. »**

Femme de 18 ans ayant participé à la réunion en Inde

**« Ce séminaire en ligne était très important. Nous abordons la question de l'éducation complète à la sexualité de manière un peu épisodique, mais à la lumière de la réalité des filles et des garçons, je pense que nous devons encourager de manière plus systématique une éducation complète dans nos écoles. »**

Participante au séminaire en ligne de la République dominicaine



## RENFORCEMENT DE LA BASE DE DONNÉES FACTUELLES MONDIALE

Nous avons produit et partagé 17 documents d'apprentissage dans de nombreuses langues en 2022, dont sept documents en collaboration avec des organisations membres et des partenaires de *Filles, Pas Epouses*. Ces notes d'information, revues de la littérature, lignes directrices, formations et outils contiennent les plus récentes données et connaissances sur des sujets précis, ainsi que des recommandations et des outils pratiques dans un format accessible et facile d'utilisation pour le grand public. De plus, elles rendent compte de l'expertise et de l'expérience des organisations membres, renforcent la base de données factuelles mondiale et font valoir l'importance d'accroître le financement des organisations de la société civile et de la recherche sur les moyens efficaces de mettre fin au mariage des enfants.

Parmi les ressources publiées en 2022, on compte des notes d'information sur l'[intersectionnalité, l'éducation des filles](#) (actualisée en septembre), les [MUEPF et le travail domestique](#) et le [contexte national du Guatemala](#) ; des études de cas et des analyses [du genre et de la sexualité](#) d'Amérique latine et des Caraïbes ; un [cadre conceptuel](#) et une [note d'information à l'intention des bailleurs de fonds](#) sur la sexualité des filles ; un guide qui aide les organisations de la société civile à [utiliser la loi](#) pour mettre fin au mariage des enfants en Inde ; des lignes directrices et des outils de [communication éthique](#) actualisés ; et un [module de formation des jeunes](#) accompagné d'une [boîte à outils de communication](#). Plus de 20 000 téléchargements ont été enregistrés sur notre centre de ressources en 2022, ce qui montre à quel point notre public consulte et utilise nos données.

Veiller à l'utilisation pratique de ces données a été l'une de nos priorités en 2022, notamment au moyen de communications de masse et ciblées sur nos canaux numériques, ainsi qu'au moyen de séances d'apprentissage en direct avec diverses parties prenantes, en ligne et en personne.

En réponse aux organisations membres qui souhaitent des espaces d'apprentissage en direct, nous avons lancé en juin 2022 une [série d'apprentissage](#) sur les moyens efficaces de mettre fin au mariage des enfants. Cette série de cinq séances portait sur les sujets prioritaires des organisations membres, à savoir les [transferts monétaires](#), les [plus récentes tendances et données avérées](#), le [soutien des filles mariées](#), la [communication éthique](#) et l'[action collective promouvant l'égalité des genres](#). En rassemblant diverses parties prenantes, cette série a encouragé le partage de connaissances intersectoriel et les comparaisons interrégionales, a contribué à renforcer les connaissances de différents contextes et a attiré l'attention de bailleurs de fonds, de chercheur-se-s, de responsables politiques et autres professionnel-le-s à l'échelle mondiale sur ces organisations membres et leur travail.

Par l'entremise du Réseau recherche-action sur le mariage des enfants ([le CRANK](#), de l'anglais *Child Marriage Research to Action Network*) – une initiative conjointe avec le Programme mondial UNFPA-UNICEF visant à mettre fin au mariage d'enfants – nous avons continué de fournir une plateforme unique dans l'objectif suivant : favoriser la coordination et l'harmonisation de la recherche sur le mariage des enfants dans le monde et encourager l'utilisation des résultats de recherche pour éclairer les politiques et la pratique. Pour en savoir plus sur le CRANK, voir la section « L'impact dans la pratique » à la p. 28.

# L'IMPACT DANS LA PRATIQUE : COORDINATION DE LA RECHERCHE ET PROMOTION DE SOLUTIONS FONDÉES SUR DES DONNÉES PROBANTES

Le CRANK est un élément central de notre travail à l'appui d'un programme de recherche mondial coordonné et équitable qui, en retour, accélère l'action pour mettre fin au mariage des enfants. Ce réseau organise des réunions avec diverses parties prenantes, partage les plus récentes données et questions prioritaires et produit un matériel de communication sur mesure visant à encourager l'utilisation des résultats de recherche dans la pratique.

En 2022, nous avons intensifié nos efforts de liaison et de collaboration avec des chercheur·se·s, professionnel·le·s, bailleurs de fonds et responsables politiques de partout dans le monde. À la suite de ces actions ciblées, le nombre de membres du CRANK est passé à 469 personnes, une augmentation de 66 %. Ces membres reçoivent régulièrement des informations sur les événements à venir et les plus récentes données et ressources. Le nombre d'abonné·e·s à notre bulletin d'information est nettement supérieur aux normes du secteur, ce qui suggère que les informations sont consultées et utilisées par ce public divers.

## RÉUNIONS DE RECHERCHE TRIMESTRIELLES ET EXPOSÉ DES PLUS RÉCENTES DONNÉES

Cette année, nous avons poursuivi nos réunions de recherche trimestrielles, lesquelles permettent aux chercheur·se·s, professionnel·le·s, bailleurs de fonds et responsables politiques de prendre connaissance des plus récentes données sur des sujets prioritaires. Les réunions ont notamment porté sur la [sexualité des filles](#), la [prévention du mariage des enfants à grande échelle](#)

et le [soutien des filles les plus marginalisées](#), et ont été appuyées par un numéro de *Pleins feux sur la recherche* sur les [approches multisectorielles et multiniveaux réussies pour remédier au mariage des enfants](#). Nous avons également rédigé un autre numéro de *Pleins feux sur la recherche* sur les moyens d'atteindre les filles les plus marginalisées, qui devrait être publié début 2023.

Plus de 270 personnes ont assisté aux réunions de recherche trimestrielles et 87 % des personnes ayant répondu à une enquête de satisfaction ont déclaré avoir l'intention d'utiliser les enseignements tirés dans le cadre de leur travail. Cette initiative a amélioré la collaboration et la coordination dans le domaine de la recherche sur le mariage des enfants, l'utilisation des conclusions de recherche dans la pratique et le financement global. Grâce à elle, les interventions politiques sont mieux ciblées et les programmes à l'égard du mariage des enfants produisent de meilleurs résultats. En plus des réunions en ligne, nous avons veillé à accroître la diffusion et l'utilisation des plus récentes données en résumant celles-ci dans un format accessible et en partageant les ressources des réunions (points principaux, notes, enregistrements, présentations et rapports) sur nos canaux de communication.

**« Notre organisation s'efforce d'améliorer l'accès des filles à l'éducation et ces constatations nous aident à accroître la portée de nos activités. »**

Participante à une réunion de recherche trimestrielle du CRANK

## RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DU PROGRAMME MONDIAL DE RECHERCHE

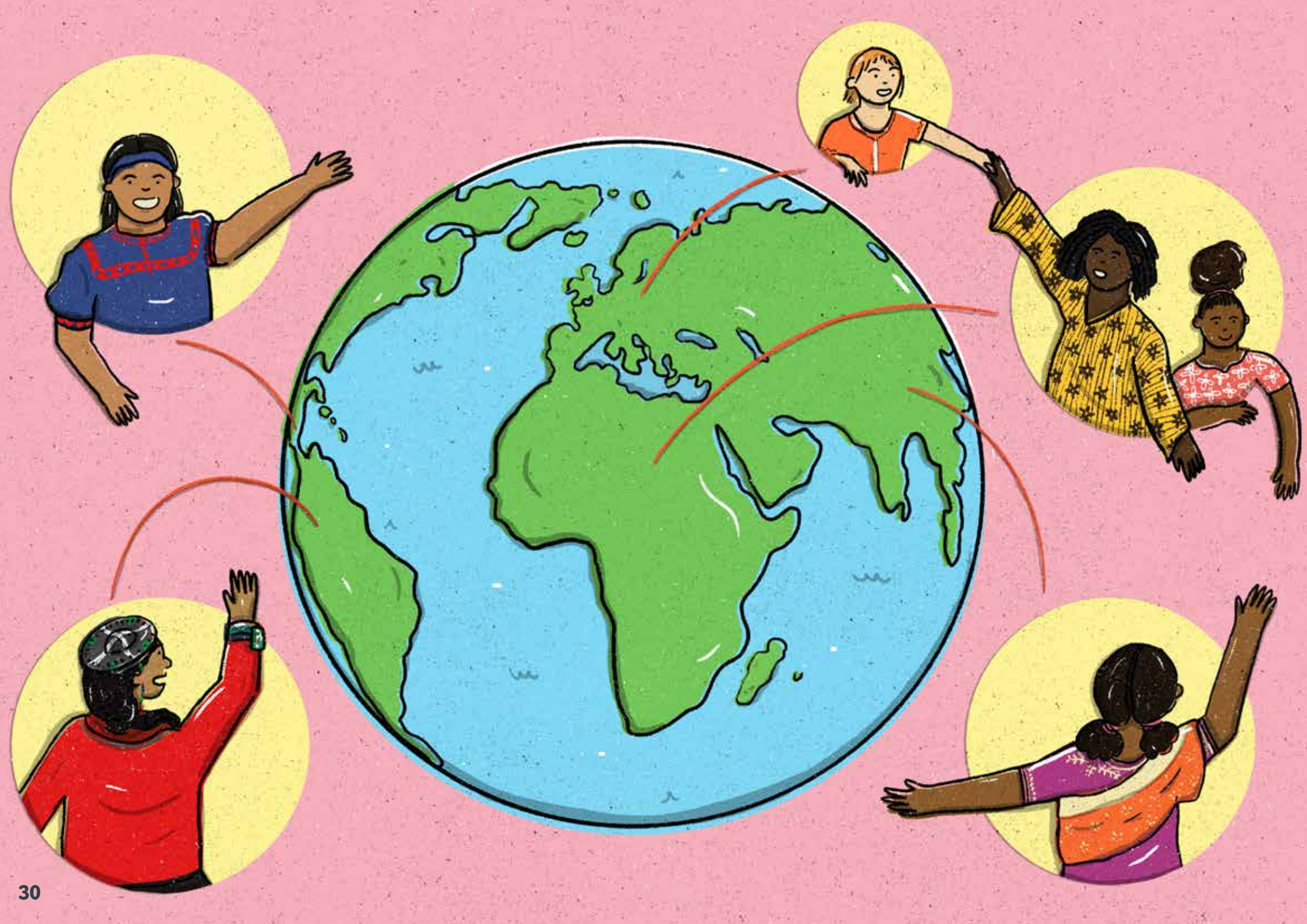
Cette année, nous avons également organisé le premier [rassemblement mondial du CRANK sur la recherche](#), qui a réuni 246 participant-e-s de partout dans le monde sur une période de trois jours en vue de renforcer la coordination et l'action pour la fin du mariage des enfants. Le rassemblement a été organisé autour de trois grands thèmes : [les enseignements tirés des plus récentes données probantes, les partenariats efficaces et le paysage du financement de la recherche sur le mariage des enfants](#). Conformément à notre volonté de donner la parole à des chercheur-se-s et à des professionnel-le-s du Sud pour discuter de la recherche, des données probantes et du financement liés au mariage des enfants, les intervenant-e-s avaient chaque jour l'occasion de partager les principaux enseignements tirés de leurs travaux. De cette manière, nous avons encouragé l'utilisation de données plus diverses et contextuelles, notamment sur des endroits et des populations en grande partie ignorés par la recherche sur le mariage des enfants jusqu'à maintenant.

Lors du rassemblement mondial sur la recherche, nous avons lancé le nouvel [outil de suivi de la recherche](#) du CRANK, un élément central de notre travail à l'appui de la coordination et de l'avancement de la recherche. Cet outil, disponible en anglais, français et espagnol, permet de consulter et de filtrer par thèmes et lieux géographiques les plus récentes recherches sur le mariage des enfants. Depuis le lancement de l'outil, le nombre moyen de soumissions de recherches a plus que doublé, ce qui démontre toute son utilité. Nous entendons le renforcer au cours de 2023 pour veiller à ce qu'il devienne l'endroit incontournable où partager et consulter les plus récentes recherches et données sur le mariage des enfants.

**« J'ai adoré la présentation sur l'utilisation des conclusions de recherche. J'ai trouvé que c'était tout simplement génial et je vais définitivement faire part des principes de valorisation des résultats de recherche à mon équipe. »**

Participante au rassemblement mondial du CRANK





# OBJECTIF 4 : UN SECRÉTARIAT AU SERVICE DU PARTENARIAT MONDIAL

En tant que source d'information et de soutien du mouvement mondial pour la fin du mariage des enfants, le secrétariat de *Filles, Pas Epouses* se préoccupe tout autant de ce que nous accomplissons que de la façon dont nous l'accomplissons. Aussi, nous sommes déterminé-e-s à faire en sorte que le secrétariat réponde à la diversité des organisations membres, soit efficace et apprenne et évolue continuellement.

## L'ANNÉE EN CHIFFRES

16

organisations membres ont bénéficié d'évaluations et de formations sur mesure eu égard à la sauvegarde

3

nouveaux pays où des membres de l'équipe de *Filles, Pas Epouses* sont en poste

En 2022, après deux années de consultations avec les organisations membres de *Filles, Pas Epouses*, les Partenariats nationaux et sous-nationaux et les bailleurs de fonds, nous avons commencé la mise en œuvre de notre ambitieuse stratégie du secrétariat 2022-2025. Les objectifs stratégiques 1, 2 et 3 (encourager l'essor du mouvement, influencer et favoriser l'apprentissage) représentent notre volonté de changement, tandis que l'objectif stratégique 4 (établir la feuille de route d'un remaniement organisationnel à l'appui de notre travail des années à venir) représente la manière d'y arriver.

### RÉÉQUILIBRER LES POUVOIRS ET LES RESSOURCES

Notre objectif fondamental consiste à rééquilibrer les pouvoirs et les ressources au sein de nos activités et de notre structure organisationnelle de manière à bien refléter et servir le Partenariat mondial. La réalisation de cet objectif passe notamment par l'augmentation de la représentation et du leadership de nos équipes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et des Caraïbes et par la diversification de notre conseil d'administration.

Nous avons réduit la proportion des membres de l'équipe en poste au Royaume-Uni, de 74 % en 2020 à 56 % en 2022, et continuerons de rééquilibrer notre présence mondiale au cours des prochaines années à mesure que des postes se libéreront et que d'autres seront créés. En plus de nos principaux pôles (Nairobi, Mexico et New Delhi), des membres de l'équipe sont maintenant en poste au Nigeria, au Sénégal et en Ouganda.

En investissant dans les Partenariats nationaux et sous-nationaux de *Filles, Pas Epouses* dans le cadre de notre remaniement organisationnel, nous entendons appuyer plus en profondeur des changements au niveau national et sous-national. Aider les coalitions de la société civile à agir et à plaider conjointement accélérera l'action pour la fin du mariage des enfants, et nous croyons que *Filles, Pas Epouses* occupe une position unique pour ce faire. En 2022, nous avons révisé nos politiques en vue de rationaliser nos procédures d'aide financière aux Partenariats nationaux et coalitions de *Filles, Pas Epouses* et déploierons ces investissements en 2023.



## MAINTENIR UNE BONNE GOUVERNANCE

Début 2022, nous avons entrepris un examen de nos statuts, que nous avons mis à jour de manière à refléter la croissance de notre organisation et à rationaliser les fonctions du conseil d'administration. Nous avons créé deux nouveaux sous-comités du conseil d'administration (le comité des finances et le comité de la collecte de fonds et des relations avec les bailleurs de fonds) pour assurer l'efficacité de l'ensemble du conseil d'administration et créer des espaces stratégiques pour les avis et le soutien d'ordre opérationnel.

Nous avons un conseil d'administration diversifié composé de membres d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine et des Caraïbes. En 2022, les membres du conseil d'administration ont suivi une formation pour améliorer leur compréhension de leurs responsabilités en tant qu'administrateurs et administratrices, comme stipulé par la Commission du Royaume-Uni pour les œuvres de bienfaisance (UK Charity Commission). Nous avons mené un examen de la gouvernance pour veiller au respect du Code de gouvernance des œuvres de bienfaisance et à l'efficacité organisationnelle. Deux membres du conseil d'administration ont quitté leur poste en 2022 et nous avons profité de l'occasion pour mener un audit de compétences en vue d'identifier les priorités de recrutement pour les membres de remplacement en 2023.

Conformément à notre engagement envers l'équité et la justice dans tout ce que nous faisons et dans la manière dont nous le faisons, nous avons entamé un processus d'évaluation et de rationalisation de nos politiques internes. Nous avons adopté une nouvelle politique salariale mondiale qui rend les barèmes de rémunérations plus équitables et transparents et s'appuie sur une comparaison avec des organisations semblables. En 2023, nous allons continuer de formaliser ce processus pour nos équipes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

## PLACER LES FILLES AU CENTRE DE NOTRE TRAVAIL DE SAUVEGARDE

*Filles, Pas Epouses* s'engage à veiller à ce que les besoins, les intérêts et la sécurité des filles soient au centre de notre approche et de tout travail que nous appuyons. En 2022, nous avons continué d'offrir des formations et des ateliers sur la sauvegarde à nos organisations membres, aux Partenariats nationaux et sous-nationaux et aux membres de nos équipes. Nous avons revu nos procédures de recrutement et d'intégration pour veiller à l'inclusion de questions de sauvegarde dans tous les entretiens d'embauche et à ce que chaque nouveau membre et nouvelle membre suive un cours sur la sauvegarde et une formation d'intégration obligatoires en ligne.

Nous avons élaboré nos normes de sauvegarde pour les organisations membres et 16 organisations membres ont eu accès à des évaluations de projet et à des formations sur mesure en matière de sauvegarde en 2022. Résultat : elles sont mieux outillées pour comprendre les questions de sauvegarde propres aux initiatives visant à mettre fin au mariage des enfants.

## ENCHÂSSEMENT DE NOTRE ENGAGEMENT ENVERS LA DIVERSITÉ, L'INCLUSION ET L'ÉQUITÉ

La diversité, l'inclusion et l'équité sont au cœur de nos valeurs et principes fondamentaux. Elles se manifestent dans la création d'un personnel, d'un leadership et d'un conseil d'administration diversifiés. Nous nous efforçons d'atteindre cet objectif en plaidant pour l'équité, la collaboration, le respect et la transparence dans nos prises de décisions organisationnelles et en établissant des politiques et des procédures justes qui sont invariablement appliquées. Nous respectons et reconnaissons l'importance de la diversité et cherchons de manière proactive à créer une culture où les personnes se sentent à l'aise d'être elles-mêmes et éprouvent un sentiment d'appartenance.

En 2021, *Filles, Pas Epouses* a établi officiellement un Comité de la diversité, de l'inclusion, des voix et de l'équité (DIVE) constitué de membres d'équipes de l'ensemble de l'organisation. Notre comité DIVE veille de manière fondamentale à ce que les changements qui s'imposent pour atteindre cet objectif soient appuyés partout dans l'organisation. Il fait également contrepoids au secrétariat et favorise la redevabilité sur les questions liées à la lutte contre le racisme, à la diversité, à l'inclusion et à l'équité.

En 2022, le comité DIVE a été très engagé dans le travail de recrutement visant à accroître le nombre de postes en Afrique, en Asie et en Amérique latine et dans Caraïbes, à améliorer notre diversité de genre, à créer des postes ciblés pour les moins de 24 ans et à accroître le personnel de l'équipe dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. Le comité DIVE a également mené une analyse de la diversité de notre milieu de travail en vue de définir des priorités clés et de formuler des recommandations pour 2023 et au-delà.

Notre Comité linguistique a continué d'examiner les liens entre le langage et le pouvoir et de veiller à ce que le vocabulaire de l'organisation reflète notre travail, nos valeurs, nos relations et la diversité du mouvement pour la fin du mariage des enfants. Le Comité linguistique utilise une approche intersectorielle pour promouvoir la discussion, l'apprentissage et la prise de conscience au sein de notre équipe mondiale. Nous continuons de partager ces expériences avec des organisations en dehors du mouvement pour la fin du mariage des enfants, notamment par l'entremise du réseau Bond, afin de soutenir leur travail visant à décoloniser les relations et les communications.



# RÉFLEXIONS, D'HIER À DEMAIN



## AFRIQUE

En 2022, des organisations membres d'Afrique ont pris de nouveaux engagements visant à accélérer les efforts vers la fin du mariage des enfants. Des crises humanitaires, climatiques et de santé publique, notamment la COVID-19, ont compliqué la mise en œuvre de ces engagements dans certains pays. Parmi les principales causes du mariage des enfants dans la foulée de la pandémie, on compte un grand nombre d'abandons scolaires prématurés, un nombre restreint d'élèves qui retournent à l'école et des problèmes économiques qui assaillent des familles déjà aux prises avec des difficultés financières.

Dans un tel contexte, des organisations membres ont plaidé collectivement en faveur de mesures visant à contrer certains de ces risques. Parmi les exemples de 2022, on compte la formation de mouvements communautaires très actifs dirigés par des jeunes pour remédier au mariage des enfants en Afrique de l'Est, des campagnes de plaidoyer national réussies qui ont mené à l'adoption de lois et de politiques à l'égard du mariage des enfants en Afrique australe et la poursuite de l'intégration d'interventions à l'égard du mariage des enfants dans d'autres secteurs comme l'éducation des filles en Afrique de l'Ouest.

J'aimerais citer une jeune militante de 18 ans faisant campagne contre le mariage des enfants dans sa communauté, à la frontière entre le Kenya et la Tanzanie :

**« Ma génération peut mettre fin au mariage des enfants. En unifiant nos voix, nous pouvons changer l'acceptation sociale de cette pratique. Nous devons veiller à ce qu'aucune fille ne soit forcée de se marier avant d'être prête. Pour cela, nous avons besoin d'un soutien. »**

Jeune militante d'Afrique de l'Est

Pour ce qui est de l'avenir, il est clair que le contexte appelle à la transformation de nos stratégies d'action collective. En 2023, nous allons investir davantage dans les Partenariats nationaux et les coalitions en vue d'accélérer l'action collective et d'accroître les possibilités de plaidoyer fondé sur des données probantes. Nous allons continuer d'expérimenter différents outils et processus en ligne et hors ligne pour renforcer les communautés à l'appui du changement. La mobilisation des membres, les organisations dirigées par des jeunes et le changement des normes sociales resteront au centre de notre travail. Le mouvement pour la fin du mariage des enfants en Afrique est diversifié, fort et audacieux, et nous vous invitons à vous joindre à nous !

**Nerida Nthamburi,**  
*Cheffe de la Mobilisation, Afrique*



## ASIE

La pandémie de COVID-19 a exacerbé les risques qui planent sur les filles de communautés marginalisées, notamment le risque d'abandon scolaire et de mariage précoce. En 2022, nous avons maintenu notre engagement à soutenir les Partenariats nationaux et les coalitions de *Filles, Pas Epouses* pour faire entendre et mettre à l'honneur la voix et les besoins des filles.

Voici quelques exemples de nos initiatives : nous avons informé les filles et les familles de l'existence de programmes publics à l'appui de leur bien-être et les avons aidées à en bénéficier ; nous avons créé des plateformes permettant aux jeunes de partager leurs points de vue sur les facteurs de mariages d'enfants et les solutions au problème ; et nous avons formé de jeunes professionnel-le-s au niveau local sur les moyens d'utiliser des outils de divertissement pour examiner et changer les normes et les rôles de genre.

Nous avons également maintenu notre engagement à renforcer nos réseaux et nos organisations membres à l'aide de programmes sur mesure visant à renforcer leurs capacités et à intégrer des approches promouvant l'égalité des genres dans leurs organisations et leurs programmes.

En collaboration avec des organisations membres et des allié-e-s clés, nous avons organisé un rassemblement sur le statut des adolescentes mariées afin d'étudier plus en profondeur les questions des choix et de la capacité d'agir des filles.

Ces interventions ont pour objectif de veiller à ce que les organisations membres et les professionnel-le-s au niveau local aient les outils nécessaires pour changer les normes (qui ont pour origine le patriarcat et la faible valeur accordée aux filles) qui diluent l'efficacité des lois et des politiques à l'égard du mariage des enfants. Nous avons toujours à cœur la mobilisation des jeunes et continuerons de favoriser l'adoption d'approches promouvant l'égalité des genres dans la région.

**Divya Mukand,**  
*Cheffe de la Mobilisation, Asie*



## AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

En Amérique latine et dans les Caraïbes, il est essentiel de faire des mariages et unions d'enfants, précoces et forcés (MUEPF), un sujet important d'un point de vue holistique. En 2022, après une période pendant laquelle nous n'avons pas pu nous rencontrer en personne en raison de la pandémie, nous nous sommes concentré-e-s sur la reprise de contacts et la création de nouveaux espaces pour discuter des MUEPF. Nos travaux ont démontré en quoi les MUEPF sont liés à différentes questions de droits humains, ce qui a contribué à une compréhension du problème en tant que question sociale complexe plutôt que de simples cas isolés.

En collaboration avec les organisations membres, nous avons créé des espaces de réflexion et contribué à d'importantes sphères régionales et internationales. Nous avons collaboré avec le Mouvement des femmes autochtones pour remédier aux MUEPF au sein du Forum permanent de l'ONU sur les questions autochtones, avons parrainé la participation de jeunes au Forum des jeunes pour la population et le développement, avons veillé à la participation des jeunes militant-e-s lors de la Conférence régionale sur les femmes et avons publié une note d'information sur les MUEPF et les travaux domestiques rédigée conjointement avec des jeunes et des organisations membres de *Filles, Pas Epouses*.

Au Guatemala, nous avons joint nos forces avec La Mesa Niña pour lancer notre premier Partenariat national de la région consacré à la fin des MUEPF. Nous sommes ravi-e-s de travailler avec un groupe d'organisations et de personnes dévouées et prêtes à changer les processus politiques centrés sur les adultes et à créer des espaces pour les échanges intergénérationnels afin que les mouvements de jeunes puissent réellement tenir les rênes.

Ce fut un privilège et un honneur de prendre part à cette stimulante et passionnante année pendant laquelle nous avons montré que l'unique façon de remédier aux MUEPF est de s'appuyer sur les connaissances, l'expérience et les aspirations des jeunes et des organisations qui sont au cœur de notre travail. Nous savons que, dans notre contexte régional, nous devons collaborer et élaborer des stratégies pour remédier aux MUEPF et créer des espaces sûrs. Nous avons hâte de poursuivre ce travail en 2023 et de consolider un mouvement régional qui montre clairement en quoi les MUEPF restent une question en suspens qui nécessite des approches durables fondées sur des changements sociaux, et non uniquement sur des changements juridiques.

**Alma Burciaga-González,**  
*Cheffe de la Mobilisation, Amérique latine et Caraïbes*



# REMERCIEMENTS

**Le travail de *Filles, Pas Epouses* ne serait pas possible sans l'appui de nos bailleurs de fonds. Leur générosité est le moteur de notre contribution au mouvement mondial pour la fin du mariage des enfants.**

**Nos bailleurs de fonds :**

- Agence suédoise de développement international (Sida)
- Nationale Postcode Loterij
- Fondation Ford
- Kendeda Fund
- Gouvernement du Canada
- Education à Voix Haute (organisation gérée par Oxfam IBIS et financée par le Partenariat mondial pour l'éducation)
- Fondation Bill et Melinda Gates
- Gouvernement du Grand-duché de Luxembourg
- David and Lucile Packard Foundation
- Joueur-se-s de la People's Postcode Lottery
- Wellspring Philanthropic Fund
- NoVo Foundation Fund, de la Tides Foundation
- Fondation d'une famille de particuliers gérée par Greenwood Place
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
- Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)
- Every Good Thing LLC

## **Les ami-e-s et partenaires de *Filles, Pas Epouses***

qui, même dans des circonstances difficiles, ont continué de collaborer avec nous à la réalisation de notre mission : mettre fin au mariage des enfants et veiller à ce que chaque fille puisse réaliser son plein potentiel.

## **Les 1 604 organisations membres de *Filles, Pas***

***Epouses*** qui œuvrent aux niveaux local, national, régional et mondial pour attirer l'attention de toute la planète sur le mariage des enfants, font connaître les mesures nécessaires pour mettre fin à cette pratique et plaident en faveur de lois, de politiques et de programmes qui contribuent à changer la vie de millions de filles.

# GRÂCE À NOS EFFORTS COLLECTIFS, NOUS NOUS RAPPROCHERONS DE LA RÉALISATION DE NOTRE VISION : LA FIN DU MARIAGE DES ENFANTS AU COURS DE NOTRE GÉNÉRATION !

## RAPPORT D'IMPACT 2022

*Filles, Pas Epouses* est un partenariat mondial composé de plus de 1 600 organisations de la société civile dans plus de 100 pays, déterminées à mettre fin au mariage des enfants et à permettre aux filles de réaliser pleinement leur potentiel.



Publié en avril 2023 par  
*Filles, Pas Epouses*

Seventh Floor  
65 Leadenhall Street  
London  
EC3A 2AD  
United Kingdom

☎ 0203 725 5858

📠 0207 603 7811

🌐 [www.GirlsNotBrides.org](http://www.GirlsNotBrides.org)

✉ [info@GirlsNotBrides.org](mailto:info@GirlsNotBrides.org)

🐦 [GirlsNotBrides](https://twitter.com/GirlsNotBrides)

📘 [www.facebook.com/GirlsNotBrides](https://www.facebook.com/GirlsNotBrides)

*Filles, Pas Epouses* : Le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants (*Filles, Pas Epouses*) est une société à responsabilité limitée par garantie enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles (numéro d'enregistrement : 8570751) et un organisme caritatif enregistré en Angleterre et au Pays de Galles (numéro d'enregistrement : 1154230).